La Presse

Le plus grand quotidien français d'Amérique

ÉDITION DU
DIMANCHE
Montréal,
dimanche 8 novembre 1998
115e année No 20
56 pages, 4 cahiers
60 ¢ TAXES EN SUS
RÉGION EST DE QUÉBEC 65 ¢
ÎLES-DE-LA-MADELEINE 1 $ / FLORIDE 1,75 $ U.S.

AILES
LES AILES DE LA MODE
Je me fais plaisir

Personnalité de la semaine
Pierre Rodrigue
page A14

Télévision
Piment fort vendu dans le monde
page B2

Livres
Un travail de cochon de Noël Audet
page B6

Hockey
ISLANDERS 2
CANADIENS 4
page S3

Les francophones traînent la patte

Ils ont plus de difficultés que les anglophones et les allophones à obtenir leurs diplômes

MARC THIBODEAU

Bien qu'ils soient devenus sensiblement plus performants au fil des ans, les élèves francophones continuent d'éprouver beaucoup plus de difficultés que les élèves anglophones et allophones à obtenir leurs diplômes d'études secondaires et collégiales.

Une étude du ministère de l'Éducation du Québec obtenue par *La Presse* révèle que dans un groupe d'élèves retenu en 1985, l'écart entre le nombre de francophones et d'anglophones ayant obtenu leur diplôme du secondaire entre 5 et 11 ans après leur inscription oscille entre 10 % et 16 %. Avec les allophones, l'écart augmente progressivement de 8 % à 10 %.

Les auteurs de l'étude — qui évalue la « persévérance scolaire » des élèves, pendant positif du décrochage — indiquent que le rendement des élèves allophones s'approche avec le temps de celui des élèves anglophones, un groupe « exceptionnellement » performant.

Les élèves francophones, pour leur part, ne réussissent jamais à réduire l'écart qui les sépare des élèves anglophones.

Au sein du groupe d'élèves choisi en 1985, 53,2 % des francophones avaient ainsi obtenu leur diplôme du secondaire après cinq ans. Pour les anglophones et les allophones, les résultats correspondants étaient de 69 % et de 61,4 %.

En 1996, soit 11 ans plus tard, 72,3 % des francophones avaient obtenu leur diplôme, comparativement à 84 % chez les anglophones et 82 % chez les allophones. Quel que soit le laps de temps écoulé depuis l'inscription, les autochtones arrivent toujours loin derrière. Le

Voir **LES** *en A2*

■ **Autre texte en page A4**

Diplômes obtenus au secondaire

Groupe de 1985 *(En pourcentage)*

Après...	5 ans	7 ans	9 ans	11 ans
Total	**54,8**	**67,7**	**71,7**	**73,5**
Français	53,2	66,3	70,4	72,3
Anglais	69,0	80,0	82,8	84,0
Autochtones	14,8	24,0	25,6	27,1
Allophones	61,4	76,1	80,5	82,0

Source: MEQ — Infographie *La Presse*

Le Natashquan du Nicaragua à la dérive

BRIGITTE MORISSETTE
collaboration spéciale
WIWILI

Wiwili, un village qui n'apparaît même pas sur les cartes, est un peu devenu le Natashquan du Nicaragua. « Incomunicado ! » Pourtant des journalistes venus d'un peu partout faisaient dès 6 h, hier, le pied de grue à l'aéroport militaire pour monter dans l'un des cinq vieux hélicoptères vendus par les Russes au Nicaragua, au début des années quatre-vingt.

Ordinairement coupé de la capitale par deux jours de route, Wiwili ne peut maintenant être rejoint que par hélico. Or, asseoir une demi-douzaine de journalistes au milieu d'une cargaison de médicaments, c'est priver les habitants de Wiwili d'un poids égal de secours.

L'arrivée des visiteurs descendus du ciel après tant de jours d'une vaine attente a été accueilli par plus de la moitié de la population : des enfants. Elsa, généralement vendeuse de vêtements d'occasion au marché aux puces de Wiwili, m'a prise en charge avec son petit frère, pratiquement en haillons. Le fameux rio Coco n'était qu'un filet d'eau, il y a deux semaines. Il ressemble aujourd'hui à une fougueuse petite rivière canadienne.

Il était autour de 22 h, ce fatidique jeudi, lorsque sans crier gare, l'orage a éclaté. En une demi-heure, le déluge avait fait plus de ravages que tous les orages connus

Voir **LE NATASHQUAN** *en A2*

■ **Autres textes: pages A5 et A13**

PHOTO ROBERT GALBRAITH *Prese Canadienne*

Le chef libéral Jean Charest a présenté hier la politique familiale de son parti, dans une garderie improvisée pour la circonstance, à Laval. Sandrine Samdaio, âgée de 14 mois, se tient sagement sur ses genoux.

Le PLQ promet d'alléger le fardeau fiscal des familles

KATIA GAGNON

Sous un gouvernement libéral, les familles québécoises bénéficieraient de réductions d'impôts annuelles pouvant atteindre 900 $ par enfant, mais devraient s'armer de patience pour obtenir une place à 5 $ à la garderie, puisque les libéraux, même s'ils proposent d'étendre le programme aux enfants de moins de deux ans, ne prennent aucun engagement quant au nombre de places qu'ils créeront.

Télévision oblige, c'est dans une garderie fabriquée de toutes pièces sur la piste de danse d'une salle de réception, à l'ombre d'un bar bien garni, mais fermé pour l'occasion, que le chef libéral Jean Charest a dévoilé hier la politique familiale libérale. La mesure principale : les libéraux ont choisi de cibler leur première vague de baisses d'impôts

Voir **LE PLQ** *en A2*

98

- **Le PQ veut aider les nouvelles technologies**
- **Bouchard attendu dans son comté**
- **Jean Filion fait durer le suspense**
- **Équité: la CEQ devra attendre** *Page A6*
- **Bouchard et Charest: deux grands leaders**
- **Le PQ a l'indicatif 450 à l'oeil** *Page A7*

La dynastie des Bush

La Presse à NEW YORK

RICHARD HÉTU
collaboration spéciale, NEW YORK

Le clan Bush n'aura jamais le *glamour* de la famille Kennedy, mais il pourrait avoir un deuxième fils à la Maison-Blanche en l'an 2000, George Walker Bush, l'aîné du 41e président des États-Unis.

Mardi, lors des législatives américaines, George W., dit Georgie, a consolidé sa position au premier rang des aspirants présidentiels en se faisait réélire au poste de gouverneur du Texas par une majorité écrasante de 69 % des électeurs. Le même jour, son frère cadet, John Ellis Bush, dit Jeb, est devenu gouverneur de la Floride avec 55 % des voix.

À défaut de *glamour*, le clan Bush a du pouvoir en masse et une histoire mettant en évidence cette aptitude très particulière des Américains à se réinventer sans cesse.

Les frères Bush ont été élevés au Texas, mais ils ont du sang yankee dans les veines. Leur grand-père, Prescott, riche banquier, faisait partie de l'aristocratie du Connecticut, État qu'il a représenté à Washington à titre de sénateur.

Leur père, George Herbert Walker, dit Poppy, est allé dans les meilleures écoles de la Nouvelle-Angleterre. Il était destiné à la politique. Mais il lui fallait une identité. En 1947, en compagnie de sa femme Barbara, il est donc parti au Texas pour faire fortune dans le pétrole. Sa transformation en *self-made man* n'a pas convaincu tout le monde, mais elle n'était pas plus incroyable que celle de son prédécesseur à la Maison-Blanche, Ronald Reagan.

Aujourd'hui, Poppy est le papa le plus fier du monde. Vice-président, il s'est fait traiter de chien de poche. Président, il a été congédié sans façon. Retraité, il savoure une douce revanche en assistant au

Voir **LA DYNASTIE** *en A2*

La Petite Vie, le livre

L'idée a pris forme dans la salle basse et enfumée du Club Soda, il y a des lustres, pour plus tard donner la télésérie la plus populaire de l'histoire du Québec. « C'était le sketch de *La Veste de laine.* Thérèse avait perdu sa veste au centre commercial : un vrai drame ! » se souvient l'auteur. Popa et Moman dormaient déjà debout. Les vidanges constituaient déjà un sujet d'obsession... Claude Meunier, vedette consacrée de la scène, de la télé et du cinéma, investit maintenant l'univers du livre puisqu'il lancera, demain, *Le Monde de la Petite Vie,* un collage d'extraits des scripts de la célèbre émission ainsi que de passages du journal personnel de Ti-Mé Paré (!), le tout orné de photos dont quelques-unes sont en couleur.

À lire en page B1

419 JOURS AVANT L'AN 2000

INDEX

Petites annonces		Arts et spectacles	B1 à B12	Êtes-vous observateur	C5	La presse d'ailleurs	A11	Sciences	C11, C12
- Index	C5	- horaire spectacles	B10	Génies en herbe	C11	Le bridge	C9	Têtes d'affiche	C10
- immobilier	C5, C6	- horaire télévision	B2	Feuilleton	C8	Le monde	A10	Tabloïd Sports	
- marchandises	C6, C7	Bandes dessinées	C6	Horoscope	C7	Loteries	A2, A5	- Gilles Blanchard	S5
- emplois	C7	Décès	C9	La Jeune Presse	B13	Mots croisés	C7,C11		
- automobile	C7 à C9			Laporte Stéphane	A5	Robitaille Louis-B.	A12		

SANTÉ
Le rire c'est la santé
- cahier C

MÉTÉO
Ciel variable
Max. 6, min. 1
Cahier Sports, page 16

6 21924 98765 1

MITCH!

Soyez solidaires et généreux!

Votre don se rendra aux populations sinistrées d'AMÉRIQUE CENTRALE grâce à nous.

CARDINAL LÉGER et ses Oeuvres
130, av. de l'Épée
Outremont H2V 3T2
514-495-2409 ou 1-87-PAUVRETÉ

CECI
180, rue Ste-Catherine Est
Montréal H2X 1K9
514-875-9911 ou 1-888-655-0055

DÉVELOPPEMENT ET PAIX
5633, rue Sherbrooke Est
Montréal H1N 1A3
514-257-8711 ou 1-888-234-8533

OXFAM-QUÉBEC
2330, rue Notre-Dame Ouest
Bureau 200, Montréal H3J 2Y2
514-937-1614 ou 1-888-693-2697

SUCO
3680, rue Jeanne-Mance
Bureau 410, Montréal H2X 2K5
514-982-6622 ou 1-800-471-7826

Suites de la une

Les francophones traînent la patte

LES / *Suite de la page A1*

phénomène est sensiblement le même en ce qui a trait à l'obtention du diplôme d'études collégiales.

Au sein du groupe d'élèves retenu en 1985, 39,8 % des francophones avaient obtenu leur diplôme en 1996. Parallèlement, 47,7 % des anglophones et 51,1 % des allophones avaient réussi à en faire autant.

Relativement à ce diplôme, l'écart existant entre les francophones et les anglophones a légèrement augmenté avec le temps. Les allophones ont réussi pour leur part à supplanter avec le temps les anglophones.

En dépit de ces résultats, un fait positif ressort chez les élèves francophones : les groupes les plus récents tendent à être plus performants.

Ainsi, 61,7 % des francophones du groupe de 1991 avaient réussi cinq ans plus tard à obtenir leur diplôme d'études secondaires. Pour le groupe de 1985, le taux de réussite était seulement de 53,2 % après cinq ans, un écart de près de 10 %.

Autre fait à noter : les filles sont beaucoup plus performantes que les garçons.

Dans le groupe 1991, 70,8 % des filles avaient obtenu leur diplôme d'études secondaires après cinq ans alors que seuls 54,4 % des garçons en avait fait autant.

Finalement, l'étude indique que les élèves qui redoublent au primaire, et commencent conséquemment en retard le secondaire, ont beaucoup moins de chances d'obtenir leur diplôme à ce niveau.

Dans le groupe de 1985, après 11 ans, le nombre d'élèves ayant moins de 12 ans au moment de leur inscription qui avaient réussi à obtenir leur diplôme après cinq ans était de 83,9 % alors qu'il était plutôt de 34,4 % pour les élèves qui avaient plus de 13 ans.

Le PLQ promet d'alléger le fardeau fiscal des familles

LE PLQ / *Suite de la page A1*

— 500 millions dans la première année du mandat — vers les familles du Québec. « C'est la mesure la plus directe et la plus équitable pour ceux qui ont des enfants », croit le chef libéral.

En plus d'une compensation annuelle de 750 $ pour les familles assistées sociales pénalisées par l'élimination des allocations familiales, l'ensemble des 800 000 familles québécoises comptant un enfant de moins de 18 ans bénéficierait d'une baisse annuelle d'impôts de 208 $ par enfant. Si le revenu familial se situe entre 30 000 $ et 70 000 $, ils épargneraient un autre 267 $ par enfant. Et les grands gagnants, les 30 % de familles dont un conjoint demeure à la maison, feraient des économies d'impôts de 500 $ de plus, pour un total de 975 $ par an.

Le chef libéral se défend bien d'ainsi pousser les femmes à demeurer à la maison avec leurs jeunes enfants. « Le message qu'on envoie aux femmes, c'est qu'elles devraient être libres de leurs choix. On n'a pas à juger leurs choix ou à décider pour elles. C'est le minimum de reconnaissance qu'on doit à ces familles, qui sont les laissées-pour-compte des réformes », plaide-t-il.

Mais il n'en demeure pas moins que les familles où les deux conjoints occupent un emploi pourraient être davantage pénalisées par les mesures libérales, puisque Jean Charest, même s'il reprend l'engagement péquiste de couvrir tous les enfants de moins de cinq ans d'ici l'an 2000, refuse de prendre un engagement ferme sur la création de places à 5 $ en garderie. Les libéraux ont même pensé, avoue un député libéral, à limiter le programme aux familles les plus démunies.

« Si vous êtes en attente d'une place, on s'engage à pousser très fort pour que ces places-là se rendent disponibles. Mais on ne garantit une place à personne », admet Jean Charest. Les péquistes qui ont promis 48 000 nouvelles places d'ici deux ans, « ne pourront pas livrer la marchandise. Il y aura toujours une pénurie de places. Mais on s'engage à continuer le développement », ajoute le député de Jacques-Cartier, Geoffrey Kelley.

Outre ces annonces sur la politique familiale, le chef libéral a bouclé hier la sélection de son équipe en annonçant la candidature de l'ex-président des Brasseries Molson, André Tranchemontagne, dans le fief libéral de Mont-Royal. Ce candidat-vedette du milieu des affaires a été recruté in extremis par les libéraux : on ne l'a contacté que mardi dernier, une semaine après le début de la campagne, alors qu'il se trouvait... au Portugal. « L'équipe est complète, le PLQ est prêt et je suis sûr que le 30 novembre, les Québécois seront prêts », se félicite Jean Charest.

Mais les deux sondages parus hier, l'un donnant un point d'avance au PLQ, et l'autre au PQ, n'ont cependant pas donné d'indication claire au chef libéral sur l'issue du scrutin. « Les Québécois prennent un malin plaisir à prendre leur temps. Ils ont décidé qu'ils pouvaient changer d'idée. Alors allons faire nos devoirs et faisons une vraie campagne électorale », commente M. Charest.

Mais, c'est visible, le chef libéral cherche à convaincre les 30 % de répondants qui peuvent encore changer d'avis de voter pour lui en ciblant le talon d'Achille du PQ : la souveraineté. « Le Québec des péquistes, c'est le Québec d'une seule idée, d'une seule obsession, d'une seule réponse à toutes les questions : c'est la séparation. Avec un tel bilan, le 30 novembre, quel sort les Québécois vont-ils réserver au gouvernement du PQ ? La séparation », a-t-il martelé tout au long d'une journée de tournée dans la région lavalloise.

Le Natashquan du Nicaragua à la dérive

LE NATASHQUAN / *Suite de la page A1*

de mes deux guides. Le rio Coco avait déjà franchi 200 mètres, rasant la maison d'Elsa et l'arbre cinquantenaire qui s'est abattu sur les deux étages de la maison en crépi et en bois. Il ne reste plus que le plancher de ciment. Deux rues plus haut, à la seule clinique de ce grand village, l'eau est montée jusqu'au plafond. On démonte les derniers lits restés plantés dans la boue.

Les deux églises, la catholique et l'évangéliste, qui s'arrachent les fidèles de Wiwili, sont maintenant squattées par les sinistrés. Ils n'ont pour tous vêtements que ce qu'ils portaient au moment du drame. La petite plantation de café du père d'Haydée était sur le point de rendre ses premiers fruits après huit ans d'un soin jaloux. Rasée aussi.

Les Nicaraguayens, leurs voisins honduriens, vont sentir vivement la faim durant les mois qui viennent. Les semences de novembre — haricots, riz — qu'on récolte en janvier sont fichues. À Ocotal, dans le même département de Nuevo Segovia, on rapporte que les réfugiés ne sont pas moins de 8 000, dépouillés de tout ce qu'ils possédaient.

À l'aéroport de Managua, le chef de police qui accompagne le général des armées, affirme que ses 6 000 policiers ont reçu l'ordre de surveiller de près les marchés. La hausse des prix, déjà abusive dans les hôtels qui accueillent les journalistes et coopérants étrangers, comme l'Intercontinental de Managua, est particulièrement odieuse pour les familles nombreuses frappées par la pénurie.

Et partout, la même explication désespérée : « El rio se lo lleve. » Le fleuve m'a tout pris ! Quant aux journalistes, s'ils jouissent d'une sorte de priorité dans les vieux coucous nicaraguayens, c'est parce que les autorités ont transformé les messagers en procureurs. Histoire d'expliquer aux téléspectateurs du monde entier l'injustice faite au Nicaragua, un pays qui essuie régulièrement les cataclysmes de la planète.

La dynastie des Bush

LA DYNASTIE / *Suite de la page A1*

triomphe de ses fils à la tête des deuxième et quatrième États américains les plus populeux.

Pour en arriver là, les frères Bush ont également dû se livrer à une métamorphose. Celle de George W. est la plus divertissante.

Âgé de 52 ans, Georgie a longtemps mené une vie dissipée. Pour reprendre sa propre expression, il était un *party animal*. À Houston, il se baladait dans sa petite Austin en compagnie de belles filles, s'arrêtant dans les bars pour faire le plein.

À 31 ans, il s'est calmé un peu en épousant une Texane. Après une première incursion infructueuse en politique, il a décroché un MBA à Harvard et fondé une petite compagnie pétrolière au Texas. Mais il a continué à lever le coude jusqu'à 40 ans. Au lendemain de son party d'anniversaire, la tête en feu, il a promis à sa femme et à ses amis présents de ne plus toucher à l'alcool. La promesse tient toujours.

Il y a quatre ans, cependant, personne ne croyait aux chances de Georgie face au gouverneur sortant, Ann Richards, une démocrate très populaire. Dans sa vie d'homme d'affaires, Bush n'avait qu'une réalisation véritable. À titre de propriétaire minoritaire des Rangers du Texas, il avait orchestré la construction d'un très beau stade de baseball à Arlington.

Mais Georgie, un homme direct et plein d'humour, a été porté par la vague républicaine de 1994. Au pouvoir, il s'est mis à dos plusieurs membres de son parti en proposant un changement au financement des écoles publiques afin de permettre aux pauvres du Texas de recevoir une éducation décente. Même s'il est pro-vie, il a refusé de remettre en question le droit des femmes à l'avortement. Contrairement à d'autres républicains, il n'a jamais tenté de monter les Blancs contre les Noirs et les immigrants. Il s'est dit « rassembleur ». Il a parlé d'un « conservatisme compatissant » tout en défendant, comme Bill Clinton, la peine de mort.

Georgie est peut-être le meilleur atout des républicains pour reconquérir la Maison-Blanche, mais sa popularité actuelle est une arme à deux tranchants. La droite religieuse critique déjà sa modération. Et la presse s'apprête sans doute à fouiller son passé de *party animal*. Veut-il vraiment faire vivre à sa femme et à ses jumelles de 16 ans pareil supplice ? En Floride, Jeb Bush, âgé de 45 ans, n'a pas encore à se poser cette question. Il est tout à sa joie d'avoir été élu gouverneur à sa deuxième tentative. Son succès a quelque chose d'émouvant. En 1994, il était le candidat de la droite pure et dure. Quand un journaliste lui a demandé ce qu'il ferait pour les Noirs de son État, il a répondu : « Probablement rien. »

Jeb a été sévèrement critiqué pour son arrogance. Depuis, il s'est remis en question. Il a ouvert une école à charte à Liberty City, le terrible ghetto noir de Miami. Il a pris conscience des problèmes des gens qui ne sont pas blancs et fortunés comme lui. Jeb a peut-être vu la lumière dans son école de Liberty City. Dans une entrevue à un hebdomadaire de la Floride, il a dit : « J'entrais dans une classe et un enfant venait à ma rencontre pour toucher à ma peau, à mes cheveux. Ça m'a renversé. Dans quel pays vivons-nous lorsqu'un enfant noir de six ans n'a jamais touché à une personne de race blanche ? »

La Presse

Renseignements : 285-7272
Abonnement : 285-6911
Télécopieur pour abonnement : 285-7039
Lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30
Samedi de 7 h à midi
Dimanche de 7 h à 11 h
Rédaction : 285-7070
Promotion : 285-7100

Les petites annonces : 285-7111
Télécopieur : 848-6287
Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30

Décès, remerciements : 285-6816
Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Grandes annonces
Détaillants : 285-6931
National, TéléPlus : 285-7306
Carrières et professions, Nominations : 285-7320

Comptabilité
Grandes annonces : 285-6892
Les petites annonces : 285-6900

La Presse est publiée par: *La Presse, Ltée,* 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9.
Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés.
Envois de publication canadienne - Contrat de vente numéro 0531650» Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

LOTERIES

La quotidienne
à trois chiffres : **5-9-6**
à quatre chiffres : **3-7-8-9**
6/49: **14-27-31-38-45-47Compl.44**
extra: **624632**

22 414 027$
Merci!
Centraide du Grand Montréal
Objectif 32,2 millions
493, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H3A 1B6 tel.: (514) 288-1261
PRÊTONS MAIN-FORTE

DEMAIN DANS LA PRESSE

Un nom curieux, un projet réussi

■ Le nom fait sourire car il est facile de confondre cet utilitaire sport avec une pilule miracle qui défraye les manchettes depuis des mois. Si le choix du nom est plus ou moins réussi, l'exécution du nouveau Suzuki Grand Vitara s'avère un succès. Sa silhouette renouvelée fera tourner les têtes en plus de nous rappeler l'élégant Sidekick qu'il remplace. À lire demain dans le cahier Auto.

QUESTION DU JOUR

La Presse Service Liaison

Vous voulez vous faire entendre? Répondez à la question du jour. Pour faire connaître votre opinion, composez le 285-7333; au son de la voix, faites le 1.

Le juge Boilard a décidé de séquestrer les 12 jurés chargés de juger Maurice Mom Boucher pendant toute la durée du procès. Est-ce une bonne idée?

Êtes-vous satisfait de la décision du Comité de déontologie policière, qui a blâmé sévèrement trois des six policiers de la CUM impliqués dans l'affaire Barnabé?

À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 60 %
Non: 40 %

NDLR: Ce sondage maison sert uniquement à prendre le pouls de nos lecteurs et n'a aucune prétention scientifique.

MITCH!
Soyez solidaires et généreux!
Votre don se rendra aux populations sinistrées d'AMÉRIQUE CENTRALE grâce à nous.

CARDINAL LÉGER et ses Œuvres
130, av. de l'Épée
Outremont H2V 3T2
514-495-2409 ou 1-87-PAUVRETÉ

CECI
180, rue Ste-Catherine Est
Montréal H2X 1K9
514-875-9911 ou 1-888-655-0055

DÉVELOPPEMENT ET PAIX
5633, rue Sherbrooke Est
Montréal H1N 1A3
514-257-8711 ou 1-888-234-8533

OXFAM-QUÉBEC
2330, rue Notre-Dame Ouest
Bureau 200, Montréal H3J 2Y2
514-937-1614 ou 1-888-693-2697

SUCO
3680, rue Jeanne-Mance
Bureau 410, Montréal H2X 2K5
514-982-6622 ou 1-800-471-7826

2892497-D

La Presse

Le mot du jour

game

■ Ce mot est, bien entendu, un anglicisme au sens de *match*.

— *Le match a été passionnant.*

Game est également un anglicisme inutile au sens de *jeu, stratégie*, etc. On ne dira pas, par exemple, que le hockey est une *game simple*, mais un *jeu simple*, ou encore, qu'un entraîneur *connaît la game*, mais qu'il *est fin stratège*.

Paul Roux

Norbourg
Services Financiers Inc.
LES FONDS UNILYS...
Une vision stratégique
(514) 286-3900
www.norbourg.com
2698744-D

L'EXPRESS DU MATIN

Mort sur le coup

■ Un désespéré a causé tout un émoi hier soir lorsqu'il s'est jeté du haut du viaduc de la rue Isabella qui traverse l'autoroute Décarie. L'homme, âgé de 35 à 40 ans, est mort sur le coup. La circulation automobile a été paralysée durant de longue minutes en direction nord sur la voie rapide.

Loblaw a envoyé ses offres d'achat

■ La compagnie Loblaw a envoyé vendredi aux actionnaires de Provigo ses offres d'achat pour les actions de la chaîne d'alimentation québécoise. La compagnie ontarienne offre pour chaque action ordinaire une considération de 15 $ composée de 0,25 % d'action de Loblaw et de 7,25 $ au comptant. Les actionnaires peuvent choisir plus de comptant ou plus d'actions de Loblaw à certaines conditions. L'offre de Loblaw est conditionnelle à l'obtention de 90 % des actions ordinaires de Provigo.

Serre hydroponique

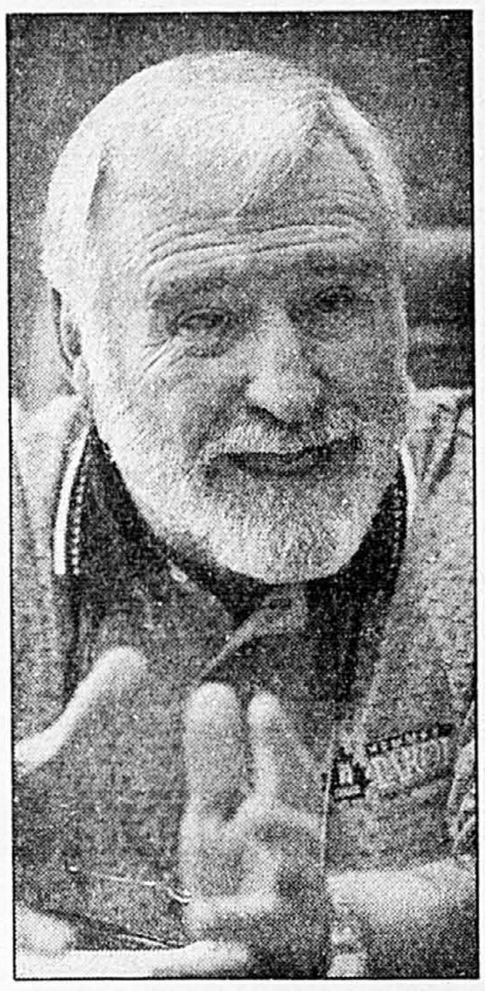
■ Une perquisition effectuée vendredi soir par des policiers de la Sûreté du Québec dans une résidence du Rang des 60, à Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville, en Montérégie, a permis le démantèlement d'une serre hydroponique dans laquelle poussaient 245 plants de marijuana.C'est à la suite d'une courte enquête que les limiers ont réussi le coup de filet. Un homme de 41 ans ainsi qu'une femme de 36 ans ont été arrêtés sur les lieux. Le couple comparaîtra demain au palais de justice de Saint-Hyacinthe afin de répondre à des accusations de production de stupéfiants et de possession pour fin de trafic.

Dette de drogue

■ L'individu qui a été atteint par balles, vendredi soir, à Jonquière, est décédé pendant son transport vers l'hôpital. La victime, Régis Otis, 36 ans, aurait été atteint d'une douzaine de projectiles. Il est mort quelques minutes avant son arrivée au Complexe hospitalier de la Sagamie, à Chicoutimi. Otis, qui avait des liens avec le milieu des stupéfiants, pourrait avoir été abattu pour une dette de drogue. Une autopsie sera pratiquée demain à l'Institut médico-légal de Montréal.

Poursuite des comparutions

■ Les comparutions se sont poursuivies, hier, au palais de justice de Québec, relativement à la frappe de la GRC à l'intérieur de deux réseaux de stupéfiants opérés par les Hells Angels. Guy Leclerc, 50 ans, à Saint-Benoît-de-Labre, a été accusé de complot pour trafic de stupéfiants et de trafic de cocaïne, hier matin, devant le juge Laurent Dubé. Le suspect aurait comploté avec Michel Perreault, Alain Marion, Donald Prince et Daniel Turgeon, dans les municipalités de Charlesbourg, Saint-Benoît-de-Labre, Sainte-Foy, et à plusieurs autres endroits dans la région. Les quatre complices avaient comparu jeudi dans les heures qui ont suivi la frappe de la police. Ces complots ont été mis en place entre le 28 octobre et le 4 novembre dernier, date où le trafic s'est fait. Le procureur de la poursuite, Me Pierre Roy, s'est opposé à la remise en liberté de Guy Leclerc, qui reviendra en cour, demain, pour son enquête sur cautionnement. Un seul dossier criminel apparaît dans le dossier du suspect. Il s'agit d'une histoire de conduite avec les facultés affaiblies remontant au 11 novembre 1994. Leclerc avait été reconnu coupable et il avait dû payer une amende de 300 $.



Le révérend Samuel Lecompte de l'Église évangélique de la Rive-Nord.

PHOTOS ROBERT SKINNER, *La Presse*

Les Hommes de parole se sont recueillis hier à Laval lors du premier congrès d'orientation du mouvement.

Sept cents Hommes de parole !

RAYMOND GERVAIS

Environ 700 Hommes de parole du Canada (Promise Keepers), se sont réunis hier à Laval sous l'égide de l'Église évangélique de la Rive-Nord, afin de déterminer l'intérêt des hommes pour ce mouvement religieux qui vise à rapprocher les hommes des valeurs fondamentales de la chrétienté.

C'est sur le thème Vivre notre héritage, que les hommes se sont réunis pour écouter les différents conférenciers et pour prier.

Fondé en septembre 1995, Les Hommes de parole du Canada (HPC) est un ministère centré sur le Christ qui se consacre à unir les hommes à travers de solides relations afin qu'ils exercent un bonne influence dans leur milieu. Le mouvement est calqué sur Promise Keepers, Men of Integrity, qui a vu le jour aux États-Unis en 1990, lorsque l'entraîneur-chef de l'équipe de football de l'Université du Colorado, Bill McCarney, a organisé un rassemblement dont le but était de fraterniser avec des hommes chrétiens.

Au Canada, les Hommes de parole travaillent avec les différentes églises chrétiennes du pays. Il y a deux semaines, 5000 hommes se sont regroupés à Vancouver. Hier, les participants se sont penchés sur quatre grands thèmes.

Le révérend Samuel Lecompte, pasteur senior de l'Église évangélique de la rive-nord et porte-parole de l'organisme, a expliqué que les hommes qui font partie du mouvement s'engagent à vivre la parole de Dieu et à tenir parole, entre autres dans leurs engagements envers leur famille, leur employeur.

Le pasteur Lecompte a précisé que le mouvement Hommes de parole s'adresse aux fidèles de toutes les églises chrétiennes, catholique, anglicane, unie, pentecôtiste, etc.

Jean-Marie Morency et Éric Payeur, membres des Hommes de parole, ont expliqué que le mouvement avait été pour eux un retour aux valeurs chrétiennes fondamentales.

Le mouvement n'exige pas de contribution financière et toute contribution est faite sur une base volontaire comme cela se fait dans les églises.

M. Payeur a indiqué qu'il fréquentait les Hommes de parole de son église depuis un an et demi et qu'il avait acquis depuis ce moment,plus d'intégrité envers son femme et les gens qui l'entourent dans sa vie de tous les jours.

« J'ai pris conscience que la réputation d'un homme s'attache à sa parole. J'ai également appris à vivre selon la parole et la pensée de Jésus-Christ. »

Jean-Marie Morency a indiqué pour sa part que le mouvement lui avait apporté une nouvelle dimension spirituelle.

« Hommes de parole a fait en sorte de réaffirmer chez moi mon devoir d'époux, que je devais aimer ma femme et prendre soin d'elle. En fait, ça a renouvelé la promesse que j'ai fait à ma femme lors de notre mariage. Notre première mission sur la terre consiste à aimer sa femme et son prochain, comme le Christ nous aime et aime son Église », a expliqué M. Morency.

Une soirée qui finit mal dans un bar

CHRISTIANE DESJARDINS

Quand Éric Sabourin est arrivé au Bleu est noir, un bar situé au 812, rue Rachel Est, il pensait y terminer son vendredi soir agréablement, en dansant, avec ses amis. Moins de deux heures plus tard, il se retrouvait le visage en sang, et sans connaissance dans la ruelle à l'arrière du bar. Il s'est réveillé dans l'ambulance qui l'amenait à l'Hôpital général de Montréal.

Lui et son copain, Donald Turcotte, venaient d'être expulsés par deux employés du Bleu est noir. Une expulsion pour le moins cavalière, selon les deux clients.

Un traitement mérité, selon Patrice Gauthier, l'un des deux employés en cause.

Toujours est-il que l'affaire pourrait bien se retrouver devant les tribunaux, puisque Éric Sabourin songe sérieusement à poursuivre le bar et ses employés. Hier, ce travailleur de la construction âgé de 29 ans avait des douleurs au cou et aux genoux, et affichait de nombreux points de suture au front.

« Ils n'avaient aucune raison de me faire ça, dit M. Sabourin. Je ne vais pas dans un bar pour me faire planter. S'ils ne veulent pas m'avoir dans le bar, je vais aller ailleurs, il y en a plein d'autres. On n'est pas au Far-West, on est à Montréal et on arrive à l'an 2000. »

Selon la version des clients, ils sont arrivés au bar vers 11 h 30, après avoir mangé au restaurant Frites Alors, situé en face. Ils ont bu de la bière et dansaient sur la piste, quand il y aurait eu un peu de bousculade. C'est à ce moment que les deux hommes auraient été agrippés et expulsés du bar.

« Ils ont lancé Éric dehors, et il a dû atterrir sur le conteneur qui se trouvait là. Quand je suis sorti, il était en sang par terre, et les gars lui donnaient des coups de pied. Après, ils sont rentrés dans le club et ont fermé la porte.

« Éric ne bougeait plus. J'ai paniqué. J'ai couru dans la rue, j'ai arrêté un taxi et lui ai demandé d'appeler la police et une ambulance », explique M. Turcotte, qui s'en est sorti pour sa part avec seulement quelques égratignures.

PHOTO ROBERT SKINNER, *La Presse*

Éric Sabourin n'est pas prêt de remettre les pieds au Bleu est noir.

Les deux hommes, qui ont porté plainte à la police, ne comprennent pas pourquoi ils se sont fait mettre dehors. « Je suis grand, et je suis exubérant quand je danse, admet Éric Sabourin. Peut-être que ça fatiguait du monde, mais ce n'est pas une façon de sortir les gens. » Selon les deux clients, ils n'avaient eu aucun avertissement dans la soirée, et ils ne se sont nullement opposés à leur expulsion.

Patrice Gauthier, 25 ans, qui agit comme gérant et portier au Bleu est noir, donne un autre son de cloche. Il affirme que les deux gars étaient saouls, et qu'Éric Sabourin s'est débattu fortement.

« Ces deux-là sautaient et s'énervaient. Ça faisait deux fois qu'on les avertissait. À un moment donné, il y a eu un début de bataille, c'est pour ça que nous sommes intervenus. Mais ils n'ont pas voulu sortir, le grand, surtout (Éric Sabourin). Il a arraché le chandail de mon chum, et a déchiré le mien aussi. On les a sortis par l'arrière parce que c'était plus proche. Pour me défendre, j'ai donné un coup de poing dans la face du grand, un seul. C'est tout ce qu'il a eu. Il a dû se blesser plus en tombant. »

« Je fais ce métier depuis huit ans et ceux qui me connaissent savent que je suis un gars parlable. Il y a beaucoup de doormen qui salissent la job et notre réputation, mais je ne suis pas de ceux-là. Des témoins de cet incident, on en a beaucoup. Et puis, nous, on était à jeun », signale Patrice Gauthier.

Les deux employés se disent prêts à aller au tribunal pour se défendre. « Et on va peut-être porter plainte nous-mêmes. On n'a pas de marques, mais ce sont eux qui nous ont agressés », conclut M. Gauthier.

Des citoyens traquent des braqueurs de banque

RAYMOND GERVAIS

Un braqueur de banque et son complice ont été arrêtés hier après-midi et le butin récupéré grâce à un citoyen qui a été témoin du vol à main armée et à deux autres citoyens qui sont intervenus par la suite.

Le vol est survenu peu avant la fermeture d'une succursale de la Canada Trust située au 4499, boulevard des Sources, à Dollard-des-Ormeaux. Un homme armé a fait irruption et s'est fait remettre le contenu d'un tiroir-caisse avant de prendre la fuite a bord d'un véhicule à quatre roues motrices, dans lequel l'attendait un complice. Un client de la banque, Brian Glasberg, qui était dans l'institution avec ses deux enfants au moment où le voleur est entré, a immédiatement mis ses deux enfants devant lui, les poussant vers la sortie arrière de la banque. Lorsqu'il a ouvert la porte, l'alarme s'est déclenchée automatiquement. Le citoyen a alors arrêté un automobiliste et lui a demandé d'appeler la police, lui précisant qu'il y avait un hold-up à la banque.

M. Glasberg a alors vu le bandit s'enfuir dans le véhicule utilitaire. Il a noté le numéro de la plaque et la description de la camionnette des fuyards. Ces informations ont été transmises à la police de la CUM. Peu de temps après, le véhicule suspect a été repéré par un policier du poste de quartier no 4. Tout en suivant le véhicule, l'agent a demandé l'aide de ses confrères pour l'intercepter.

Constatant la présence du policier derrière eux, les bandits ont tenté de prendre la fuite sur le boulevard Gouin. Une poursuite s'est engagée. Refusant d'obtempérer à l'ordre de stopper leur véhicule, les voleurs ont traversé un champ, sachant fort bien que le véhicule de police ne pouvait les suivre. L'agent a contourné le champ et attendu les suspects sur le boulevard Henri-Bourassa. Voyant que le chemin était bloqué, les malfaiteurs ont rebroussé chemin, mais leur camionnette s'est enlisée dans un fossé. Le policier a alors procédé à l'arrestation du conducteur, pendant que l'autre voleur prenait la fuite à pied avec l'argent.

C'est à ce moment qu'un autre citoyen, témoin de ce qui se passait, a décidé de faire son devoir et de donner tout son sens au concept de partenariat police-citoyen contre le crime. L'homme a alors procédé lui-même à l'arrestation du suspect, selon un article du Code criminel qui donne le pouvoir à tout citoyen de procéder à une arrestation lorsqu'il est témoin d'un crime. Un troisième citoyen, qui avait remarqué que le voleur avait laissé tombé un paquet, a récupéré le sac contenant l'argent volé à la banque. Les deux hommes ont confié le voleur et son sac au policier.

Ces trois citoyens avaient sans doute à l'esprit la phrase inscrite sur les véhicules de police de la CUM : *Ensemble pour mieux servir.*

De Coubertin aurait-il prédit la Révolution tranquille ?

RECHERCHE UNIVERSITAIRE

ANDRÉ PRATTE

Au début de l'automne 1889, le jeune baron Pierre de Coubertin passe quelques jours à Montréal dans le cadre d'une mission en Amérique du Nord. Le ministère français de l'Instruction publique a demandé à de Coubertin, peu connu à l'époque, d'étudier « le fonctionnement des associations athlétiques fondées par les jeunes gens » du Canada et des États-Unis.

Celui qui allait, six années plus tard, fonder les Jeux olympiques de l'ère moderne, ne fut pas très impressionné par ce qu'il vit chez nous. Lisons cette comparaison des élèves anglophones et francophones : « Partout le même contraste. Ici (dans les écoles anglaises), des muscles, de l'activité, de la hardiesse, des regards bien francs ; là, des membres malades, des attitudes gauches, aucune indépendance, rien de viril. »

« Il est resté au plus trois ou quatre jours. On ne sait pas qui il a rencontré. Il généralise beaucoup », estime l'historien du sport Michel Vigneault, qui s'est intéressé aux quelques pages consacrées à Montréal dans le rapport remis par le baron au gouvernement français, intitulé *Universités transatlantiques*.

Vigneault, qui a présenté le fruit de ses recherches lors du récent congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, a aussi étudié un pamphlet dénonçant les propos du baron de Coubertin, *Justice aux Canadiens français !*. Ce petit livre, publié à Montréal en 1890, est l'oeuvre d'un certain vicomte de Bouthillier-Chavigny. « Je n'ai aucune idée d'où il sort », admet Michel Vigneault, qui a cependant pu établir que l'aristocrate français avait marié une Québécoise.

Un cortège de ratés

En lisant le texte du baron de Coubertin, on comprend vite la réaction du catholique et royaliste Bouthillier-Chavigny. Si le très républicain envoyé du gouvernement français n'est pas tendre à l'égard les Canadiens français, il en veut surtout à l'Église.

« Les Canadiens français sont les humbles esclaves de leur clergé et de leurs congrégations (qui) enchaînent les esprits en prétendant les guider », écrit le voyageur. Il en veut pour preuve les piètres conditions dans lesquelles sont éduqués les élèves du Collège de Montréal, de même que leur mauvaise forme physique. « Ils portaient des redingotes râpées et une ceinture de serge verte enroulée autour de la taille, raconte le baron. Rien ne peut rendre l'air piteux et incomplet que leur donnait ce costume ; on eût dit un cortège de ratés. »

Il dénonce la congrégation des sulpiciens : « Ne pourrait-elle faire quelque chose pour ses élèves ? Et que deviennent les revenus de la moitié de Montréal qu'elle possède sans avoir d'impôts à payer ? Quelle révolution ils sont en train de se préparer là-bas ! »

« Ainsi donc, lance Michel Vigneault sourire en coin, le baron de Coubertin aurait annoncé 70 ans trop tôt la Révolution tranquille ! »

Coubertin, on l'a vu, est plein d'admiration pour les jeunes anglophones, qui pratiquent assidûment plusieurs sports. Pour l'apôtre de l'éducation physique, il y a nécessairement un rapport de cause à effet entre les déficiences du système scolaire à cet égard et le statut d'infériorité des Canadiens français : « C'est surtout l'éducation qui manque : les exercices physiques, les soins de propreté, la formation du caractère, l'usage de la liberté, tout cela pour les Canadiens ce sont des billevesées. À côté d'eux, les jeunes Anglais jouent à des jeux virils, entrent dans la vie active avec de l'initiative et de la volonté (...) et le résultat c'est que tous les bénéfices sont pour eux, que toutes les affaires se font auteur d'eux (...) »

Vive le football !

Choqué, le vicomte de Bouthillier-Chavigny déplore « le peu de soin avec lequel (le baron a) contrôlé l'exactitude de (ses) renseignements », s'en prend à sa conception de l'éducation et défend le clergé. Enfin, il se moque du rapport établi entre l'inactivité des Canadiens français et leur situation économique : « Les Canadiens français supposaient, jusqu'ici, que la possession du capital était une des causes immédiates de la supériorité anglaise en matière de commerce. Grâce à vous, les Français d'Amérique sauront, désormais, à quoi s'en tenir. Leur prospérité commerciale n'est plus qu'une question de muscles et à ce compte, je ne doute pas qu'ils ne conquièrent rapidement, par le « Foot Ball », la suprématie à laquelle ils aspirent. »

Si Pierre de Coubertin a certainement coupé les coins ronds, Michel Vigneault croit qu'il y a beaucoup de vrai dans ses propos. À l'époque, dit le jeune historien, l'éducation physique au Québec, « c'était pourri ». Ce n'est qu'au tournant du siècle que les Canadiens français se mirent à pratiquer des sports, notamment le hockey. « De Coubertin est arrivé quelques années trop tôt », conclut Vigneault.

PHOTO CHANTALE BOUCHER, *collaboration spéciale*

Camion de pompiers impliqué

Un homme de 40 ans se trouvait hier soir dans un état grave à l'hôpital, après une collision entre l'automobile dans laquelle il était passager et un camion de pompiers du Service de prévention des incendies de Montréal. Le conducteur de l'automobile, âgé de 50 ans, a été blessé légèrement. Lors de l'accident, le camion à échelle répondait à une alerte dans un foyer pour personnes âgées situé à l'intersection des rues Centre et Richmond. Un premier camion a d'abord traversé sans encombre l'intersection en grillant le feu rouge. C'est le second camion qui a frappé sur le côté droit la Sunfire rouge. Les pompiers n'ont pas été blessés.

Les élèves asiatiques performent

Québécois d'origine vietnamienne et chinoise au 1er rang

MARC THIBODEAU

Parmi les élèves allophones, ce sont les groupes asiatiques qui sont les plus performants en ce qui a trait à l'obtention des diplômes d'études secondaires et collégiales, indique l'étude du ministère de l'Éducation du Québec.

Au sein des cohortes d'élèves étudiées, les élèves dont la langue maternelle est le chinois ou le vietnamien arrivent en effet généralement en tête, même si on observe des variations importantes d'une cohorte à l'autre.

Ils sont occasionnellement concurrencés par les élèves dont la langue maternelle est l'italien, le polonais, l'hébreu ou l'arabe.

Pour la cohorte de 1987, à titre de référence, 89,1 % des élèves dont la langue maternelle est le chinois avaient réussi cinq ans après leur inscription à obtenir leur diplôme d'études secondaires.

Ils étaient suivis par les élèves dont la langue maternelle est l'allemand (83,3 %), le polonais (78,1 %), le vietnamien (77,6 %) et l'italien (73 %).

Les auteurs de l'étude indiquent par ailleurs que les élèves dont la langue maternelle est l'espagnol, le portugais ou le créole occupent généralement les trois derniers rangs.

La situation, indiquent-ils, est particulièrement alarmante en ce qui a trait aux élèves dont la langue maternelle est le créole puisque les performances des cohortes les plus récentes indiquent un mouvement à la baisse.

Près de 44 % des élèves de la cohorte de 1985 avaient réussi à obtenir leur diplôme après cinq ans. Pour celle de 1991, le résultat était de33,7 %.

Diplômes obtenus au secondaire

Groupe de 1987
(En pourcentage)

	Après... 5 ans
Italien	73,0
Grec	63,6
Espagnol	46,9
Portugais	50,1
Créole	40,5
Arabe	62,9
Polonais	78,1
Allemand	83,3
Hébreu	70,4
Chinois	89,1
Vietnamien	77,6

Source: MEQ — Infographie *La Presse*

Avec un gouvernement
Bouchard

Depuis l'élection de 1994,
192 600 emplois
ont été créés,

et

le taux de chômage
est passé de
12,2% à 9,7%

j'ai confiance
je vote Parti Québécois

Autorisé et payé par Michel Hébert, agent officiel du Parti Québécois, 1200, avenue Papineau, Montréal (Québec) H2K 4R5

2696000-D

Môman Céline

Stéphane Laporte

collaboration spéciale

Las Vegas. Le samedi 17 octobre 1998. Le spectacle de Céline vient de se terminer. La foule en délire continue de l'applaudir. Un triomphe de plus. André-Philippe, aussi, a cassé la baraque. Comme tous les soirs. Tout est parfait. Pourtant, je suis sur le gros nerf. Je traverse, à la hâte, les longs corridors du Caesar's Palace. René et Céline m'ont donné rendez-vous, tout de suite après le show, dans leur penthouse, tout en haut du casino. Je m'en vais leur livrer le contenu du sketch que Céline et André-Philippe feront au gala de l'ADISQ. Pascale, mon adjointe, m'accompagne. À deux, je suis moins gêné.

Si les grandes vedettes ont le trac, juste avant de monter sur scène, les petits auteurs, eux, ont le trac, juste avant de montrer aux vedettes le texte qu'ils leur ont écrit. Parce que lorsque les vedettes n'aiment pas notre texte, ça nous fait mal. On n'en parle pas, bien sûr. On dit qu'il n'y a rien là. Qu'on comprend. Qu'on va jeter ce bout de papier à la poubelle. Et tout recommencer. Pas plus compliqué que ça. C'est notre job, après tout. Mais au fond, on a le coeur gros. Parce que dans n'importe quel texte, il y a un morceau de l'âme de celui qui l'a écrit.

Un gardien de sécurité nous conduit dans l'ascenseur privé qui mène au penthouse. Tout en regardant les chiffres s'allumer, je me demande comment René et Céline vont réagir. Elle est la plus grande chanteuse au monde, et je veux lui faire jouer le rôle de Moman ! Elle qui est toujours en Chanel, je vais lui demander de se mettre en chemise de nuit avec un bonnet sur la tête. Elle qui chante avec Pavarotti, je vais lui demander de chanter *steak, blé d'Inde, patate, steak, blé d'Inde, patate* ! Tout d'un coup qu'ils ne trouvent pas ça drôle. Tout d'un coup qu'ils me prennent pour un fou !

La porte de l'ascenseur s'ouvre. Martin Lacroix, l'assistant de tournée, vient nous chercher. Il me dit que René n'est pas arrivé encore, mais que Céline est prête à me recevoir. J'entre dans le palais. Tout est en colonnes et en marbre. C'est beau. On est loin de *La Petite Vie*. Céline est dans le salon. Elle nous fait signe de venir la rejoindre. Elle m'embrasse. Me sourit. Me demande si je veux quelque chose à boire. Je ne réponds pas tout de suite. Je suis sous le choc. Foudroyé. Je n'en reviens pas. Il y a quelques minutes, elle avait Las Vegas à ses pieds. Elle chantait *My Heart Will Go On*. Elle était la *queen of the world*. Et là, elle est dans son salon. Toute simple. Toute gentille. Toute vraie. Et en plus, contente de me voir. Si toutes les étoiles étaient comme Céline, le monde serait plus brillant.

Elle demande à Martin d'aller chercher René. Il est au casino en train de jouer. Ça m'angoisse un brin. René n'appréciera peut-être pas de se faire déranger en pleine partie. Il risque de ne pas être dans les meilleures dispositions pour entendre mes petites blagues. Elles sont mieux d'être bonnes ! En attendant, Céline s'assoit sur le tapis et se verse une tasse de thé. Sa soeur Manon vient me porter un Coke. J'ai l'impression de faire partie de la famille !

René arrive. Il a l'air épuisé. Ça doit jouer fort en bas ! Là, c'est à mon tour de jouer. Let's go Stéphane, t'es capable ! Soudain, mon trac fout le camp. Et ma confiance prend le dessus. Je suis sûr que mon idée est bonne. En imitant Moman, Céline va démontrer, une fois de plus, à tous les Québécois, que malgré ses succès planétaires, elle est toujours la petite fiile de chez nous. Et qu'elle rit avec nous. Comme un membre de la famille. Ce qu'elle ne cessera jamais d'être. Parce qu'elle nous aime. Vraiment. J'explique le concept du numéro à Céline et René. Ça semble leur plaire. Même s'ils ne connaissent pas beaucoup *La Petite Vie*. Que voulez-vous, le lundi soir, Céline est occupée à recevoir des Oscars ! René me dit : « C'est un bon flash, mais l'important, c'est le texte. » Comme toujours, il a raison. Je sors mes feuilles de l'enveloppe. Ma main tremble un peu. Imitant tant bien que mal les voix de Popa et Moman, je leur lis mon sketch :

« POPA : On est à un gala, faque bonsoir les galeux et les galeuses ! »

J'entends Céline rire. Et René aussi. Ça me met en confiance. Je continue...

« PÔPA : Hé baptême, oussé qu'a l'est encore elle ! Moman ! Moman !

Entrée de Céline en Moman. Toute excitée.

MOMAN : J'arrive Ti-Mé ! J'arrive !

POPA : J'te regarde là, Moman. On t'a-tu déjà dit que tu ressemblais à Céline Dion ?

MOMAN : Non, toi, on t'a-tu déjà dit que tu ressemblais à René Angélil ?

POPA : Oui, mais en plus jeune ! »

Je lève les yeux pour voir si René l'a trouvée drôle. On ne sait jamais, je suis peut-être congédié. Il sourit. Fiou ! J'enchaîne :

« POPA : D'ailleurs, j'ai décidé de devenir un René Angélil ! De voir grand ! De voir big ! I'm the Popa of the world ! Voilà pourquoi cher milieu, et cher derrière aussi, je suis venu vous annoncer officiellement ce soir que je suis dorénavant le gérant de Moman. Parce tant qu'à être poigné avec une femme, aussi ben faire de l'argent avec ! »

Là, il faut que j'arrête. Parce que Céline et René rigolent trop. René en pleure même. Moi, je souris. Je suis heureux. J'ai passé l'audition. Je termine la lecture du numéro. Soulagé. Céline me fait un clin d'oeil, puis elle se met à imiter les gestes de Moman. Elle l'a déjà ! René me dit : « C'est correct, champion. Ça va être un hit ! » Quand René Angélil vous dit ça, il a une telle intensité dans le regard, une telle conviction, que vous ne pouvez pas faire autrement que d'avoir confiance. Que d'y croire. Céline est chanceuse d'avoir ce regard-là sur elle.

Je sors de leur penthouse. Je ne marche pas, je vole ! Une foule en délire ne vient pas de m'applaudir. Pourtant, c'est tout comme. Deux personnes exceptionnelles m'ont fait sentir qu'elles appréciaient ce que je faisais. C'est la dose d'amour qu'un petit auteur a besoin. Merci Moman Céline ! Merci Popa René !

Les cadres municipaux unissent leurs forces

MARIE-CLAUDE GIRARD

Les municipalités québécoises devront compter désormais sur un nouvel acteur : la nouvelle Fédération des associations de cadres municipaux entend exercer un pouvoir de négociation et de représentation là où règne « l'arbitraire ».

Coincés entre patrons et syndiqués, les cadres municipaux se retrouvent souvent bien seuls quand vient le temps de négocier leurs conditions de travail. La Fédération fondée en février dernier leur offre de l'assistance juridique et professionnelle, en collaboration avec l'Association des gestionnaires de santé et de services sociaux. Le regroupement peut aussi assumer une partie des frais juridiques en cas de recours contre un employeur.

« Nous ne sommes pas des activistes. Mais on veut sortir de l'isolement », insiste le président, Yves Pontbriand, qui participait hier au premier congrès de la Fédération, à Longueuil. Un des premiers combats portera sur l'uniformisation des conditions de travail dans les différentes municipalités et entre les cadres d'une même ville. On a d'ailleurs commencé à bâtir en ce sens une banque de données sur l'ensemble des municipalités.

Les cadres subissent fortement les effets des compressions dans le monde municipal, estime la Fédération. La modification des structures, la fusion de municipalités, la réduction des coûts de main-d'oeuvre et la mise en commun de services se sont traduits par des mises à pied, mutations, rétrogradations ou des responsabilités accrues chez les cadres municipaux, rapporte M. Pontbriand.

Aussi les villes doivent-elles indemniser les cadres victimes de ces bouleversements et ajuster le salaire de ceux dont la charge de travail augmente, soutient M. Pontbriand. « L'épuisement professionnel est fréquent. »

Si on estime à 6000 le nombre de cadres municipaux, la Fédération n'en compte pour l'instant que 160, issus de huit associations. Toutefois, elle favorise activement la création de nouvelles associations locales. « Par tradition, mais aussi par respect de la hiérarchie, les cadres municipaux hésitent à se regrouper », explique-t-on.

On dénombre 1395 municipalités locales au Québec pour 55 associations locales de cadres municipaux. Les associations membres sont celles de Blainville, Cap-de-la-Madeleine, Kirkland, Saint-Antoine, Saint-Romuald, Tracy, Trois-Rivières-Ouest et Verdun.

« Grâce à Dieu, ma famille proche est ici »

CHRISTIANE DESJARDINS

« Quand j'étais petit, je me rappelle qu'on a eu un ouragan qui a causé des dommages, mais il n'avait rien de comparable à *Mitch*. Il s'appelait *Fifi*. »

Malgré le malheur qui a frappé son pays d'origine, Ivan Villatoro parvient à sourire, lui qui a quitté le Honduras il y a six ans pour s'installer au Québec.

Hier, avec plusieurs de ses compatriotes, M. Villatoro s'affairait à classer les dons matériels qui arrivaient à l'organisme La Maisonnée, située rue Christophe-Colomb. Depuis que l'ouragan *Mitch* a frappé en Amérique centrale, il est sans nouvelles de sa grand-mère, de ses oncles et de ses tantes, qui vivaient dans une zone qui a été particulièrement ravagée par *Mitch*, au Honduras. « Grâce à Dieu, mon père, ma mère, et ma famille proche sont ici », souligne-t-il.

Comme lui, des milliers d'immigrants provenant du Honduras, du Nicaragua, du Salvador et du Guatemala, les quatre pays les plus touchés par *Mitch*, s'inquiètent pour leurs parents restés là-bas. De jour en jour, les nouvelles se font plus terribles, le bilan s'alourdit et ce n'est pas fini. La majeure partie des récoltes et des infrastructures a été détruite, et les corps putrescents émergent peu à peu de la boue. La famine et les épidémies menacent d'allonger, et de beaucoup, la liste des victimes.

« L'aide internationale n'a pas été aussi rapide qu'elle aurait dû l'être, constate M. Villatoro. Il faut se dépêcher. Là-bas, c'est simple, ils manquent de tout, mais ce dont ils ont le plus besoin en ce moment, ce sont des médicaments et de la nourriture non périssable. »

Les dons recueillis à La Maisonnée, ainsi qu'à l'OEL (Organisations éducatives latino-américaines), devraient partir par avion cette semaine, selon ces deux organismes.

Marie-France Paquin, porte-parole d'Oxfam-Québec, signale pour sa part que son organisme a acheté pour 10 000 $ de médicaments, principalement des pilules de chlore pour purifier l'eau à boire, et que le tout devrait s'envoler mercredi prochain à bord d'un avion de fret, gracieusement mis à leur disposition par Air American Charter international, de Windsor.

« Nos représentants qui sont sur place nous crient au secours. Ils sont émotivement fatigués, et ils nous disent que ce qui est le plus difficile, c'est l'odeur de la mort qui est partout », explique Mme Paquin.

Oxfam-Québec doit se réunir aujourd'hui pour faire le point sur la situation et préparer la reconstruction, notamment dans le secteur agroalimentaire.

« Oxfam s'est engagé à rester après les événements, car si les gens pensent souvent aux besoins de première ligne, ils oublient qu'après, il y a tout le travail de reconstruction à faire. Les récoltes ont été détruites, mais au printemps, ces gens auront aussi besoin de se nourrir », conclut Mme Paquin.

Oxfam-Québec, qui collabore avec la Maisonnée et les Organisations éducatives latino-américaines, sont quelques-uns des nombreux organismes qui recueillent des dons pour les sinistrés d'Amérique centrale.

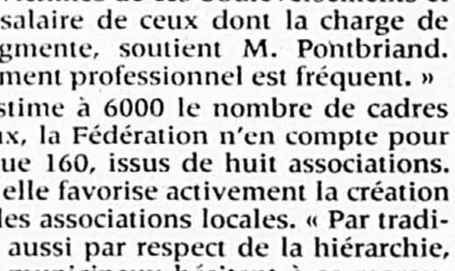
PHOTO ROBERT SKINNER, *La Presse*

Ivan Villatoro recueille des dons pour les sinistrés en compagnie d'autres bénévoles.

Rembourrage
Les Ateliers Baribeau inc.
Rembourrage et décapage
réparation meubles en rotin
Choix de tissus pour vos tentures et meubles dans notre salle de montre. Service en français et en anglais
30% à 50% de rabais sur tissus en magasin
Service à domicile gratuit
8637, 8e Av., Montréal
728-4138 · 728-1116
Spécial pour âge d'or
SERVICE SPÉCIAL SUR JETTÉE (SLIP COVER) À DOMICILE
2698151-D

TAPIS PERSANS
SHERVIN TAPIS, importateur et distributeur vous ouvre les portes de son entrepôt.
Aujourd'hui de 10 à 19 h.
Tapis de qualité tel que Isfahan, Ghum, Tabriz
À PRIX IMBATTABLE !
3850, Jean-Talon O., porte 125
(514) 737-4290 • (514) 842-9384
2698746-D

Célébrités...



50e ANNIVERSAIRE DE MARIAGE
de Irène Nicole et Yvon Trudeau
Félicitations !
De la part de vos enfants et leurs conjoints, petits-enfants, parents et amis.

Célébrités...
Pour plus de renseignements
285-6999 ou 285-7274
La Presse
Appels interurbains sans frais : 1 (800) 361-5013
2695693-D

Devenez un auteur à succès
Vous avez envie d'écrire? L'École de rédaction vous offre un cours par correspondance qui vous montrera comment écrire de façon professionnelle et faire publier vos textes.
Apprenez à rédiger des articles, nouvelles, romans ou scénarios qui se vendront. Votre tuteur ou tutrice privé vous aidera à écrire des textes clairs, frais et vendables. En fait si, à la fin du cours, vous n'avez pas récupéré vos frais grâce à vos ventes, NOUS VOUS REMBOURSERONS jusqu'au dernier sou!
Écrivez-nous dès aujourd'hui pour obtenir gratuitement notre brochure explicative.
Appelez le 1-800-267-1543
ou par télécopieur le 1-613-749-9551
brochure@qualityofcourse.com
Nom _____
Adresse _____
Ville / Prov. _____
Code postal _____
L'ÉCOLE DE RÉDACTION
38, ave. McArthur
Bureau 555
Ottawa (Ontario) K1L 6R2
2694968-D
Le cours est déductible d'impôt et exempt de TPS

loto-québec résultats

Lotto 6/49 — Tirage du 98-11-07
14 27 31 38 45 47
Numéro complémentaire: 44

Québec 49 — Tirage du 98-11-07
12 16 27 31 38 49
Numéro complémentaire: 44

GAGNANTS		LOTS
6 / 6	0	1 000 000,00 $
5 / 6+	0	50 000,00 $
5 / 6	24	500,00 $
4 / 6	1 261	50,00 $
3 / 6	20 529	5,00 $

Ventes totales: 584 537,50 $

Banco — Tirage du 98-11-07

5	6	8	9	14
15	22	24	28	31
32	34	35	40	42
44	46	52	58	64

La Québécoise — Tirage du 98-11-07
3 4
596 3789

Extra Vendredi — Tirage du 98-11-06
NUMÉRO: 559538

Extra Samedi — Tirage du 98-11-07
NUMÉRO: 624632

Super 7 — Tirage du 98-11-06
5 6 13 19 23 24 44
Numéro complémentaire: 45
Ventes totales: 7 163 762 $
Prochain gros lot (approx.): 4 000 000 $

GAGNANTS		LOTS
7/ 7	0	2 500 000,00 $
6/ 7+	0	130 195,60 $
6 / 7	44	2 589,10 $
5 / 7	2 796	145,50 $
4 / 7	60 135	10,00 $
3 / 7+	54 232	10,00 $
3 / 7	502 864	partic. grat.

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec
Le modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Élections 98

Bouchard attendu dans son comté

VINCENT MARISSAL

Après une cinquième journée de négociations presque ininterrompues, le ministre de la Santé Jean Rochon tentait toujours de dénouer la crise à l'hôpital de Jonquière hier soir, quelques heures avant l'arrivée de Lucien Bouchard dans son comté.

Envoyé au front depuis le début de la semaine, le ministre de la Santé essaie d'éviter la démission des 47 médecins de l'hôpital de Jonquière prévue mercredi.

La crise qui menace l'hôpital s'est transformée ces derniers jours en un gros nuage au-dessus de la campagne du chef péquiste. Lucien Bouchard arrive aujourd'hui dans son comté pour son assemblée d'investiture, un bien mauvais moment pour débarquer avec tous les médias nationaux qui suivent sa campagne.

Le ministre Rochon a rencontré de nouveau les employés de l'hôpital pendant deux heures hier matin, après quoi, il est retourné négocier avec les médecins par l'intermédiaire de son sous-ministre et du directeur du suivi du réseau.

Au cours de sa rencontre avec les employés, M. Rochon a laissé paraître une certaine exaspération.

« Si les Palestiniens et les Israéliens peuvent s'entendre, je ne peux pas croire que Chicoutimi et Jonquière ne peuvent pas y arriver aussi », a-t-il lancé.

Échappant quelques « sacrilèges » bien sentis, le ministre a imploré les employés de l'hôpital de l'aider à faire avancer le dossier.

« Tout ne sera pas réglé ce soir, c'est impossible, a poursuivi M. Rochon. On va juste essayer d'avoir un dimanche tranquille et relax pour tout le monde. »

Lucien Bouchard souhaite lui aussi un dimanche sans histoire, c'est pourquoi il est resté toute la journée d'hier en contact téléphonique avec son émissaire.

Les ambulanciers de la région, en colère contre leurs horaires de travail, ont déjà promis de manifester. Les syndiqués de l'hôpital de Jonquière et les médecins pourraient aussi être de la partie cet après-midi devant le cégep de Jonquière.

La candidate libérale Guylaine Caron ne manquera pas non plus de faire le plus de bruit possible autour du dossier qui illustre, selon elle, les ratés de la réforme Rochon.

Coincé dans le comté de son chef par des négociations particulièrement pénibles, M. Rochon a eu à peine le temps de retourner dans son propre comté de Charlesbourg cette semaine pour son assemblée d'investiture.

Les médecins de l'hôpital de Jonquière ont rejeté jusqu'à maintenant l'entente de « complémentarité » conclue avec l'hôpital de Chicoutimi situé à une quinzaine de kilomètres.

En vertu de cette entente, Jonquière perd ses spécialités au profit de Chicoutimi pour devenir un centre ambulatoire. En contrepartie, les médecins de Chicoutimi doivent se rendre à Jonquière pour les chirurgies d'un jour. L'hôpital de Chicoutimi doit aussi transférer dans la ville voisine son service de réadaptation.

Tout est sur la glace pour le moment, l'entente de complémentarité n'a pas résisté à la rivalité légendaire entre Chicoutimi et Jonquière.

« Il faut que Chicoutimi et Jonquière se parlent, a insisté M. Rochon auprès des employés. Vous avez une histoire, je ne changerai pas votre histoire, ce n'est pas un ministre de la Santé qui peut faire ça. »

Les médecins réclament une meilleure accessibilité des soins pour la population, le recrutement de nouveaux médecins et, surtout, les moyens de garder ses recrues à Jonquière, ce qui signifie payer davantage les médecins comme ceux des régions éloignées.

PHOTO PC

Devant les militants péquistes réunis à Saint-Roch-de-l'Achigan pour l'assemblée d'investiture du comté de Rousseau, le premier ministre Lucien Bouchard a accueilli avec beaucoup d'enthousiasme son nouveau ministre François Legault.

« L'avenir des régions passe par les nouvelles technologies »

Bouchard et Landry annoncent un plan d'aide visant à créer 60 000 emplois dans ce secteur

VINCENT MARISSAL

Lucien Bouchard a fait un arrêt hier dans un café Internet du Vieux-Montréal pour annoncer un plan d'aide gouvernementale qui devrait, espère-t-il, créer 60 000 emplois au Québec dans le secteur de l'économie du savoir au cours d'un prochain mandat.

Profitant de l'occasion pour dénoncer les engagements du chef libéral Jean Charest, le premier ministre et son ministre des Finances, Bernard Landry, ont livré de nouveau un plaidoyer en faveur de l'intervention de l'État dans l'économie québécoise.

Selon les statistiques de 1996, il y a au Québec 405 000 emplois reliés à l'économie du savoir, soit les nouvelles technologies, le multimédia et les technologies des communications et de l'information.

C'est à Montréal que l'on compte la majorité des entreprises de nouvelles technologies, comme Ubi Soft ou Softimage, mais le Parti québécois propose d'étendre le programme d'aide à l'entreprise à toutes les régions du Québec.

Le PQ veut mettre sur pied des « carrefours de la nouvelle économie » dans toutes les régions pour favoriser le développement des entreprises de pointe. Les carrefours regrouperont physiquement les entreprises dans les régions qui choisiront leurs activités de prédilection.

L'exemple de Montréal

Un nouveau gouvernement Bouchard s'engage à payer 40 % des salaires des nouveaux employés pendant cinq ans jusqu'à concurrence de 15 000 $, comme c'est déjà le cas à Montréal, dans la Cité du multimédia lancée l'été dernier. La mesure coûterait 100 millions au cours du prochain mandat.

Montréal est devenu un chef de file nord-américain dans le domaine de l'économie du savoir, affirment MM. Bouchard et Landry. Il n'y a aucune raison pour que le reste de la province ne suive pas dans cette voie, disent-ils.

Et pour y arriver, les entrepreneurs ont besoin du coup de pouce de Québec, ajoutent-ils. Bernard Landry soutient même que sans le programme d'aide gouvernementale, aucun des 3000 emplois créés dans la Cité du multimédia depuis juin n'aurait vu le jour.

« Quand on demande aux entrepreneurs, a nuancé le ministre Landry, ils disent qu'ils auraient peut-être créé seulement le quart des emplois. »

Pour Lucien Bouchard, il s'agit de « partir premier » pour que Montréal et le Québec gardent leur avance. « Le développement des régions passe par les nouvelles technologies», soutient M. Bouchard.

Une aide nécessaire

L'aide gouvernementale dans un secteur qui se développe déjà très rapidement au Québec est nécessaire pour « développer une suprématie », ajoute Bernard Landry.

« C'est vrai que Daniel Langlois (fondateur de Softimage) n'est pas un produit de l'État québécois, mais il a fait naître à Montréal des dinosaures et des *Titanic* », a dit M. Landry en faisant référence au créateur des monstres du *Parc jurassique* et du célèbre transatlantique.

Contrairement à son chef, qui ne commente pas les sondages, le vice-premier ministre, lui, était ravi de constater la grande popularité de Lucien Bouchard auprès de l'électorat.

Les péquistes ont aussi continué de s'en prendre aux promesses de Jean Charest. De passage à Saint-Roch-de-l'Achigan pour l'investiture de son nouveau ministre François Legault, Lucien Bouchard a sommé le chef libéral de dévoiler les chiffres de ses engagements.

Selon le PQ, les promesses faites jusqu'à maintenant par Jean Charest plongeront le Québec dans un nouveau déficit de 1,5 milliard.

PHOTO PC

Se tenant par la main, Lucien Bouchard et sa femme Audrey Best se sont amusés de certains propos humoristiques tenus par le candidat François Legault.

Montmorency : Jean Filion fait durer le suspense

GILLES NORMAND
QUÉBEC

Le député indépendant de Montmorency, Jean Filion, fait durer le suspense jusqu'à demain, alors qu'il doit annoncer s'il se retirera de la politique ou s'il sollicitera un nouveau mandat.

Une rumeur circule depuis une semaine à l'effet que le comptable de Beauport soit sur le point d'annoncer son retrait, mais comme il refuse de parler aux journalistes avant demain, il est impossible de savoir si elle est fondée ou non.

Chose certaine, à voir le nombre de ses anciens partisans qui ont appuyé le candidat péquiste Jean-François Simard, lors de l'assemblée d'investiture dont ce dernier est sorti victorieux, M. Filion constate sans doute que plusieurs de ses appuis ont fondu.

Jean-François Simard, 31 ans, ex-président de l'association péquiste du comté et ex-vedette du Parlement jeunesse, a vaincu mercredi soir son opposant, Régis Labeaume, 42 ans, personnalité connue dans le milieu des affaires de Québec et que l'entourage du premier ministre Bouchard aurait souhaité dans son équipe. Le député bloquiste de Montmorency, Michel Guimond, a travaillé pour M. Labeaume, de même que l'attaché de presse du ministre Jacques Léonard, dégagé par le gouvernement pour l'occasion.

Contrairement à ce qui s'est produit en 1991, alors que l'assemblée d'investiture pour une élection complémentaire remportée par Jean Filion avait laissé les troupes divisées, le candidat défait et ses partisans se sont facilement ralliés à M. Simard. « Je suis déçu de ne pas avoir été choisi (...) Je félicite Jean-François et le 30 novembre, je voterai Simard », a déclaré M. Labeaume, une fois le résultat du scrutin connu. Ce dénouement a rassuré l'establishment du parti, qui craignait que cette investiture ne divise le parti et l'affaiblisse pour les élections.

« Je compte sur M. Labeaume pour vaincre l'adversaire libéral Jacques Langlois », avait auparavant lancé le vainqueur.

Un adversaire redouté

M. Simard et son équipe s'attaquent donc désormais à M. Langlois, maire de Beauport depuis 14 ans. Ils ont l'appui des cinq conseillers de l'Union municipale de Beauport (UBM), le parti de l'opposition à l'hôtel de ville, du maire de L'Ange-Gardien, Denis Laberge, et du préfet de la MRC de L'Île-d'Orléans, Jean-Pierre Turcotte.

« Mais Jacques Langlois n'est pas le dernier venu et il est très connu », rappelle prudemment M. Simard. Pour le Parti québécois, l'inquiétude vient davantage de ce que décidera Jean Filion. On craint que sa présence, advenant le cas, ne favorise M. Langlois.

En 1994, sous la bannière péquiste, M. Filion avait obtenu 13 068 voix de majorité sur sa plus proche adversaire, France Lefrançois-Bouchard, du Parti libéral. Il s'agit d'une région réputée comme nationaliste, qui a voté OUI dans une proportion de 57,6 % au référendum de 1995, alors que 93,7 % des électeurs inscrits s'étaient exprimés.

98

Les chefs aujourd'hui

Jour 12

■ Le chef du PLQ, Jean Charest, fait campagne dans la région de Québec et dans le comté de Kamouraska-Témiscouata. À 13 h, il participe à Sainte-Foy à un rassemblement régional pour Québec et Chaudières-Appalaches. À 19 h, il sera du rassemblement du comté de Kamouraska-Témiscouata à Saint-Alexandre.

■ Le chef de l'ADQ, Mario Dumont, visite la circonscription de Mille-Isles, à Laval. À 10 h 30, il présente en conférence de presse la politique familiale du parti. À midi, il participe à un « dîner-bénéfice familial ».

■ Le chef du PQ, Lucien Bouchard, visite sa circonscription de Jonquière. À 10 h, il donne une conférence de presse avec la ministre Louise Harel. À 13 h, à Jonquière, il sera officiellement désigné candidat de sa circonscription. Il prononcera son « discours d'investiture » à 14 h 30.

Équité salariale : la CEQ peut en faire son deuil

DENIS LESSARD

La présidente de la CEQ, Lorraine Pagé, peut en faire son deuil. Péquistes et libéraux ne préciseront pas leurs intentions quant au litige sur l'équité salariale, une facture potentielle de 700 millions qui toucherait 77 000 enseignants.

Du côté du gouvernement Bouchard, on explique qu'il ne saurait y avoir d'engagement précis dans le cadre de la campagne péquiste. C'est à la table de négociations avec l'ensemble du secteur public qu'une offre devra être déposée — clairement après les élections. Le climat d'une campagne électorale « n'est pas propice à une telle opération », explique-t-on.

Les discussions sur la demande de la CEQ doivent se faire avec les autres centrales, qui comprennent bien que s'il acquiesce aux attentes des enseignants, le gouvernement aura d'autant moins de marge de manoeuvre pour accéder aux demandes de l'ensemble de la fonction publique.

Du côté libéral, on rappelle que c'est le gouvernement Bourassa qui avait adopté le cadre de la relativité salariale, sur laquelle s'est appuyée la revendication de la CEQ. Dans l'opposition toutefois, le PLQ n'a pas accès aux chiffres du Conseil du Trésor, un élément essentiel pour quiconque veut faire une proposition chiffrée aux enseignants.

Si Québec accédait à leurs demandes, les enseignants auraient un ajustement salarial de 15 % environ. En surplus, avec le Front commun du secteur public, la CEQ demande aussi une hausse salariale de 11 % sur trois ans.

Élections 98

Bouchard et Charest, deux grands leaders

Les Québécois préfèrent toutefois le chef péquiste pour défendre les revendications traditionnelles du Québec

ANDRÉ PRATTE

Une majorité de Québécois considère que Lucien Bouchard et Jean Charest sont tous deux des leaders compétents, qui inspirent confiance, savent s'entourer et sont capables de comprendre les gens ordinaires.

Voilà ce qui ressort des résultats d'un sondage CROP-*La Presse*-TVA-*Toronto Star* réalisé au cours de la première semaine de la campagne, soit du 30 octobre au 4 novembre.

Ainsi, 74 % des électeurs estiment que Lucien Bouchard est un leader compétent, et 62 % ont la même opinion de Jean Charest ; 65 % croient que le premier ministre inspire confiance, contre 59 % pour le chef du PLQ ; 67 % pensent que M. Bouchard sait s'entourer d'une bonne équipe, tandis que 59 % en disent autant de M. Charest.

On voit que pour chacun de ces volets, le président du PQ jouit d'un léger avantage. Par contre, M. Charest devance M. Bouchard par un cheveu sur un autre point : 64 % des Québécois croient qu'il est un leader capable de comprendre les gens comme eux, contre 60 % qui disent de même du premier ministre.

En gros, on peut dire que c'est kif-kif : les Québécois adorent les chefs des deux principaux partis en lice pour les élections du 30 novembre. Cependant, Lucien Bouchard est mieux perçu que Jean Charest parmi les francophones. Par exemple, 79 % des Québécois francophones jugent le premier ministre compétent, une qualité que 58 % concèdent au chef libéral. Jean Charest a la cote parmi les anglophones et allophones québécois : 83 % d'entre eux disent de lui qu'il leur inspire confiance, tandis que seulement 35 % sont prêts à dire la même chose du chef souverainiste.

Le successeur de Daniel Johnson avait promis de présenter à l'électorat une nouvelle « équipe du tonnerre », faisant allusion aux candidats vedettes qui entouraient Jean Lesage en 1960. Cependant, plusieurs Québécois ne semblent pas impressionnés. Quand on leur demande si Jean Charest est un leader sachant s'entourer d'une bonne équipe, 24 % disent non et 18 % ne savent pas quoi répondre.

Contre Chrétien

Voici une petite donnée qui aura peut-être son importance le jour du scrutin, la moitié des partisans du parti de Mario Dumont ayant signifié que leur intention de vote n'était pas coulée dans le béton : 61 % des électeurs adéquistes estiment que Lucien Bouchard est un leader qui inspire confiance, tandis que seulement 41 % d'entre eux disent la même chose du chef libéral.

Il y a un autre terrain sur lequel M. Bouchard devance nettement son ancien collègue fédéral. CROP a demandé aux électeurs lequel des chefs péquiste ou libéral pourra « le mieux faire valoir et défendre les revendications traditionnelles du Québec face au premier ministre Jean Chrétien ». La réponse ne fait pas de doute : pour faire face au premier ministre fédéral, 49 % des Québécois optent pour le premier ministre actuel et 36 % pour Jean Charest. Les francophones préfèrent M. Bouchard à 56 %, contre 30 % pour M. Charest.

À la lumière de cette opinion, on comprend que les libéraux provinciaux aient mal accueilli la déclaration faite par M. Chrétien à l'aube de la présente campagne, déclaration selon laquelle les « revendications traditionnelles » du Québec avaient toutes été satisfaites.

98

Leader le plus apte à faire valoir et à défendre les revendications traditionnelles du Québec face à Jean Chrétien

En pourcentage	Bouchard	Charest	Les deux également	Ni l'un l'autre	NSP
Total Québec	**49**	**36**	**3**	**4**	**8**
Hommes	54	34	3	4	14
Femmes	45	37	3	3	11
18-34 ans	56	33	1	3	6
35-54 ans	54	33	4	4	6
55 ans et plus	35	44	5	4	12
Francophones	56	30	3	4	7
Non-francophones	18	64	5	3	10

À votre avis, lequel des deux hommes, s'il devient premier ministre, peut le mieux faire valoir et défendre les revendications traditionnelles du Québec face au premier ministre Jean Chrétien?

Infographie *La Presse*

Méthodologie

Ce sondage a été réalisé par entrevues téléphoniques du 30 octobre au 4 novembre. Le taux de réponse enregistré a été de 60 %. Les résultats reposent sur 1004 entrevues complétées auprès de personnes de 18 ans et plus. Les résultats ont été pondérés sur la base des statistiques du recensement de 1996, afin de refléter la distribution de la population adulte du Québec selon le sexe, l'âge, la région de résidence et la langue d'usage. Les résultats sont précis à 3 points de pourcentage près, 19 fois sur 20.

Le PQ a le numéro du 450

ANDRÉ PRATTE

Le Parti québécois domine largement le Parti libéral dans les couronnes nord et sud de Montréal, la zone de l'indicatif téléphonique 450 qui est jugée déterminante pour le scrutin du 30 novembre.

Selon le sondage CROP-*La Presse*-TVA réalisé au cours de la première semaine de campagne, le PQ récolte 55 % des intentions de vote dans les 25 circonscriptions de cette région, contre seulement 27 % pour les libéraux, 5 % pour l'Action démocratique de Mario Dumont et 2 % pour le Parti égalité. Onze pour cent des personnes interrogées étaient discrètes ou indécises quant à leurs préférences.

Si l'on suppose, selon la méthode CROP, que 60 % de ces électeurs discrets voteront libéral, 30 % péquiste et 10 % ADQ, cela donne PQ : 59 %, PLQ : 33 %, ADQ : 6 %. Lors des dernières élections générales, en 1994, le Parti québécois avait remporté 20 des 25 circonscriptions malgré un résultat bien plus serré : 49 % contre 41 % pour les libéraux de Daniel Johnson.

Il faut certes être prudent avec ces données tirées du sondage CROP, puisqu'elles sont fondées sur un sous-échantillon de 207 personnes, ce qui signifie que la marge d'erreur tourne autour de 7 points de pourcentage. Néanmoins, la domination du PQ dans le 450 fait peu de doute, d'autant que le sondage précédent, réalisé juste avant le déclenchement officiel des hostilités électorales, allait dans le même sens. Cela fait dire au vice-président de CROP, Claude Gauthier : « On ne dirait pas que les libéraux vont en gagner beaucoup dans cette région. »

Rien n'est joué, bien sûr, puisqu'il reste encore trois semaines de campagne et que 28 % des électeurs du 450 avouent que leur choix n'est pas définitif. Mais si le PLQ espère former le gouvernement au lendemain du 30 novembre, il devra réaliser une remontée rapide dans le 450.

Des comtés prenables

Pourquoi porte-t-on tant d'intérêt à ces 25 circonscriptions ? Parce que dans plusieurs d'entre elles, les péquistes l'avaient emporté par des marges modestes. Des circonscriptions comme Fabre, Mille-Îles, Vimont, Laval-des-Rapides, Chambly, La Prairie et Prévost sont considérées comme tout à fait prenables par les libéraux. Mais il faudrait qu'un puissant effet Charest souffle sur ces banlieues, ce qui n'est pas encore le cas, si l'on se fie aux données du plus récent CROP.

Le 450 semble même être l'une des régions les plus péquistes du Québec. Les intentions de vote en faveur du Parti québécois y sont plus fortes que dans la région de la capitale et que dans le Québec rural.

Soixante pour cent (60 %) des électeurs des couronnes sud et nord sont satisfaits du gouvernement Bouchard, et seulement 31 % estiment qu'il serait préférable de changer de gouvernement. Plus de la moitié des banlieusards (55 %) considèrent que Lucien Bouchard est le plus apte à diriger le Québec, contre 27 % qui optent pour Jean Charest. Bref, pour l'instant, le PQ a le numéro du 450.

98

Perception des deux principaux chefs

	BOUCHARD			CHAREST		
En pourcentage	Accord	Désaccord	NSP	Accord	Désaccord	NSP
chef compétent	74	22	4	62	26	12
chef qui inspire confiance	65	30	5	59	34	6
chef qui sait s'entourer d'une bonne équipe	67	27	6	59	24	18
chef capable de comprendre les gens comme vous	60	35	5	64	28	8

J'aimerais maintenant vous poser quelques questions sur les deux chefs de partis qui ont le plus de chance de devenir premier ministre du Québec, le 30 novembre prochain.
Dites-moi si vous êtes fortement d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou fortement en désaccord avec les énoncés suivants concernant Lucien Bouchard et Jean Charest.

Source: CROP

Infographie *La Presse*

EN BREF

Des revenus taxables

■ Les 100 000 personnes qui travaillent aux élections provinciales devront inclure les sommes que leur verse le Directeur général des élections (DGE) dans la colonne des « revenus » de leur prochaine déclaration de revenus. Avant janvier 1997, les scrutateurs et autres aides du DGE (agent réviseur, secrétaire de bureau de vote, etc.) n'étaient pas obligés de déclarer les gains inférieurs à 250 $. Mais une nouvelle directive du ministère du Revenu du Québec a changé les règles. Néanmoins, le salaire versé aux bénéficiaires de l'aide sociale ayant travaillé le jour du scrutin ou du vote par anticipation ne sera pas considéré comme un revenu de travail au sens du Règlement sur la sécurité du revenu. Il n'aura donc aucun impact sur leur prestation.

Proposition de l'ADQ

■ Le chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, a proposé hier le décloisonnement des politiques gouvernementales dans le domaine de la production multimédia. De passage en Estrie où il a visité une entreprise oeuvrant dans ce domaine, M. Dumont a proposé que l'aide gouvernementale soit disponible sans égard à la situation géographique des entreprises. « Alors que les technologies de l'information permettent de faire disparaître les distances, le modèle du gouvernement péquiste est inspiré d'une autre époque », a-t-il dit. L'ADQ estime que les efforts du gouvernement sont louables, mais désapprouve que l'on subventionne des emplois en considérant d'abord le lieu d'affaires de l'entreprise.

19h
FORT BOYARD

VOTRE SOIRÉE TVA

18 h Le TVA, édition 18 heures
18 h 30 La vie est un sport dangereux
19 h Fort Boyard
20 h Ciné-dimanche : *Jumanji* Avec Robin Williams
22 h 30 Le TVA, édition réseau
22 h 55 Le TVA, sports

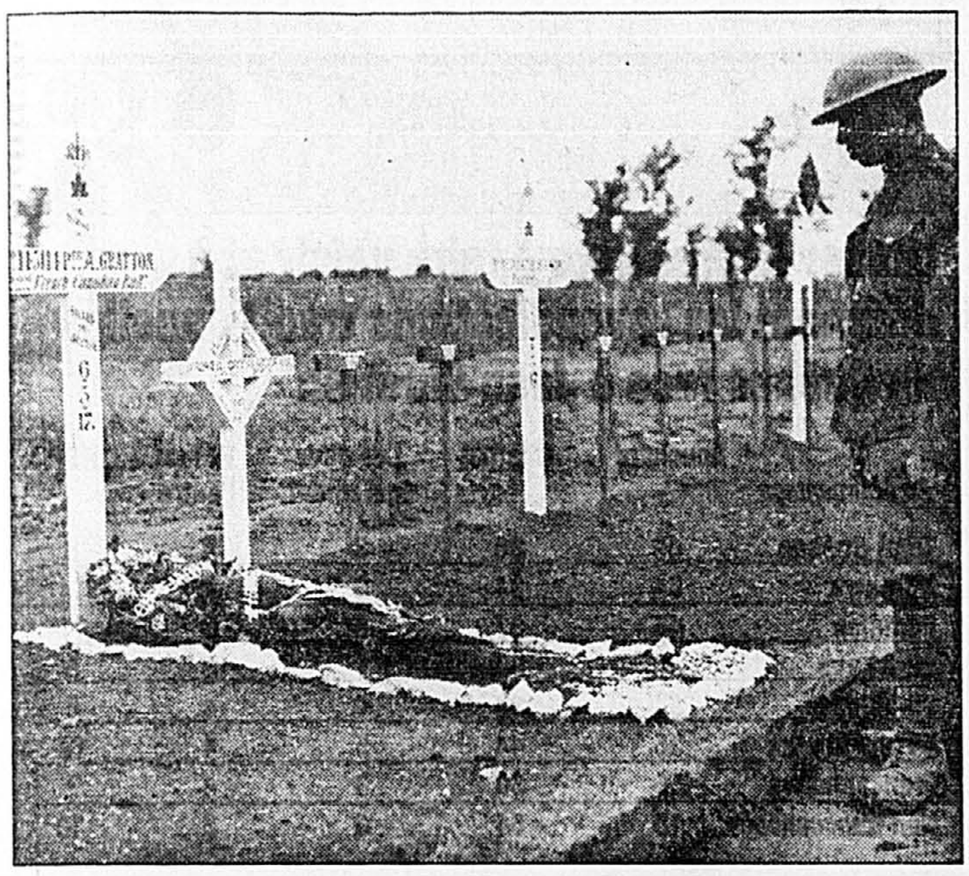
TVA
Le réseau d'ici

LA VIE EST UN SPORT DANGEREUX Ce soir 18h30

2881220-D

Il y a 80 ans, on décrétait la paix

L'Allemagne se rendait, mais ce ne devait être que partie remise



PHOTOTHÈQUE LA PRESSE

Un camarade de combat se recueille, quelque part en France, devant la tombe du soldat A. Gratton, mort au champ d'honneur le 6 mai 1917.

UNE PAGE D'HISTOIRE

Pierre Vennat

Le 11 novembre 1918, il y a donc 80 ans, *La Presse* titrait en gros caractères, sur toute la largeur de sa une : « Le soleil de la paix se lève sur le monde », avec juste en dessous, l'ajout suivant : « L'Allemagne vaincue se livre ».

Plus de 65 millions de soldats venus de tous les continents participèrent à cette guerre qui entraîna la mort de huit millions de militaires et de six millions de civils.

Le premier paragraphe du texte accompagnant la manchette disait tout : « La guerre mondiale a pris fin à 11 h, temps de Paris. Les termes de l'Armistice ont été signés aux quartiers généraux de Foch, (le maréchal français qui agissait comme généralissime des forces alliées) cinq heures plus tôt ».

Depuis, chaque année, le 11 novembre, à 11 h pile, l'on commémore un peu partout dans le monde la mémoire de ceux qui ont participé à une guerre qui, pour la première fois de l'histoire, avait pris une dimension mondiale et qui s'est déroulée — autre précédent — non seulement sur terre et sur mer, mais également dans les airs. Ce fut la Première Guerre mondiale.

Au cours de cette guerre, 60 661 Canadiens et Canadiennes tombèrent au champ d'honneur.

De ce nombre, on comptait 1088 membres du 22e Bataillon canadien-français, (l'ancêtre du Royal 22e Régiment actuel), la seule unité d'infanterie canadienne-française à avoir participé comme telle aux hostilités de la guerre 1914-1918. Cinquante-neuf autres succombèrent dans les mois qui suivirent à des blessures reçues sur les champs de bataille, ce qui porte le total à 1147. Par ailleurs, bon nombre de Canadiens français ont combattu dans des unités à prédominance anglophone et un certain nombre, bien sûr, y ont perdu la vie.

Si les morts ont été nombreux, les blessés l'ont été encore davantage. On ne dispose d'aucune méthode simple pour dénombrer ceux qui sont revenus du front trop mutilés dans leur âme ou dans leur chair pour reprendre une vie normale. Selon l'historien Desmond Morton, ils étaient cependant plus nombreux que les morts.

Que faisait-on dans cette guerre ?

Le lundi 29 juin 1914, *La Presse* a titré en manchette « Un nouveau drame assombrit le règne de François Joseph ».

Qui aurait cru que l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, héritier présomptif du trône d'Autriche-Hongrie et de sa femme, la duchesse de Hoenberg, à Sarajevo, en Bosnie, drame imputé à un complot fomenté par des Serbes haineux, allait plonger le monde dans le conflit le plus meurtrier de son histoire ?

Bien sûr, l'on savait dès le début que ce drame semait l'émoi en Europe. Mais l'éditorialiste de *La Presse*, le 29 juin 1914, ne semblait y voir qu'une séquelle de la guerre qui avait déchiré les Balkans en 1912-1913.

Bref, malgré l'émotion causée par l'attentat et les funérailles de l'archiduc et de son épouse, la crise semblait donc n'opposer, pendant quelques semaines, que l'Autriche à la Serbie.

Les médias d'ici présentaient la situation comme si elle ne semblait pas préoccuper outre-mesure le gouvernement et les politiciens canadiens. On n'y trouve aucun commentaire digne de mention de leur part jusqu'au 31 juillet, alors que le premier ministre fédéral, Robert Laird Borden, se disant préoccupé par la situation en Europe, annonce qu'il met fin à ses vacances pour regagner en hâte Ottawa.

L'Allemagne

C'est que, prenant prétexte de l'attentat, l'Autriche-Hongrie, aidée en cela par son allié l'empire d'Allemagne, en profita pour régler ses comptes avec la Serbie et lui imposer un ultimatum qui consistait, en pratique, à lui faire abdiquer sa souveraineté, des conditions qu'elle ne pouvait accepter. Or la Serbie jouissait, quant à elle, de l'appui de la « Triple Entente » (Angleterre, France, Russie), qui avaient promis de l'appuyer si jamais elle était envahie.

La France n'avait pas digéré sa défaite de 1870 aux mains des Prussiens (Allemands) qui lui avaient enlevé l'Alsace-Lorraine. Historiquement, ce territoire faisait partie de la France et Paris rêvait de reconquérir.

Pourtant, le 28 juillet, lorsque les troupes allemandes et autrichiennes envahirent la Serbie, *La Presse*, qui titrait en manchette « La guerre est déclarée », croyait toujours que l'Angleterre, et évidemment le Canada, n'auraient pas à s'en mêler.

Le lundi 3 août 1914, les manchettes étaient partout les mêmes : l'Angletere, à son tour, était en guerre. La Grande-Bretagne avait décidé de prendre cette décision, non pas pour défendre la Serbie, mais après que l'Allemagne eut violé la neutralité belge que l'Angleterre s'était, elle aussi, engagée à défendre.

Il fallut quelques heures encore pour que la déclaration de la guerre par l'Angleterre fut officielle, mais dès que la Grande-Bretagne eut déclaré la guerre, le Canada se trouva impliqué.

Notre pays ne pouvait d'ailleurs refuser d'entrer en guerre. Dans une entrevue publiée dans *La Presse* du 5 août 1914, le juge Honoré Gervais, professeur de droit international public et privé à l'Université Laval de Montréal, comme l'institution s'appelait alors, explique que l'Angleterre entrant en guerre, notre pays s'y trouve entraîné en tant que « dominion ». Le Canada était encore une dépendance du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande. Et ce malgré la création de la confédération canadienne le 1er juillet 1867.

« Quand le royaume fait la guerre, les effets s'étendent à toutes ses colonies de couronne à charges privilégiées aussi bien qu'aux colonies à gouvernement responsable. Eh ! oui, notre Canada est déjà ce matin (4 août 1914) en guerre contre l'empire d'Allemagne de 1870 et l'empire d'Autriche-Hongrie. »

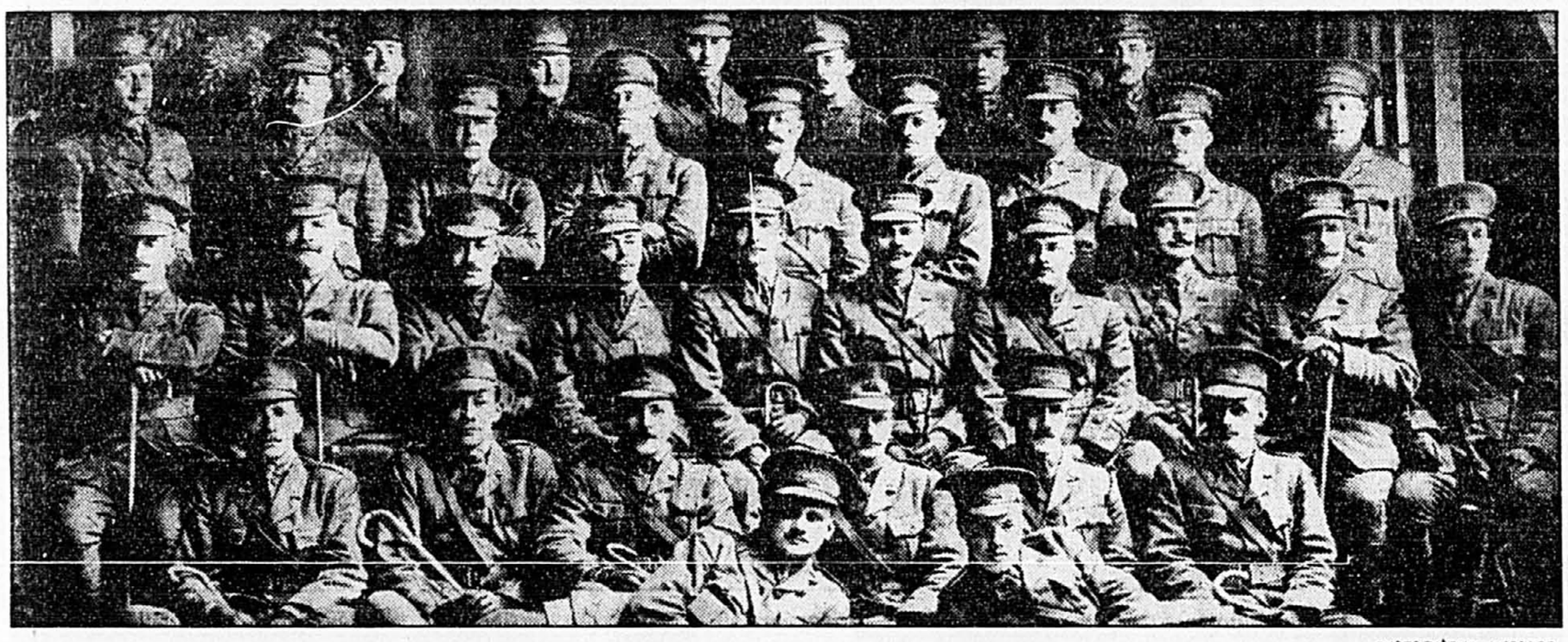
Mais dans les premières semaines du conflit, c'est au service de la France, la mère patrie « de coeur » des descendants de la Nouvelle-France, plutôt que de la mère patrie « légale » l'Angleterre, que voulaient se mettre bon nombre de volontaires canadiens-français.

La Presse elle-même, dans un éditorial daté du 5 août 1914, émit la suggestion de mettre directement les régiments canadiens-français au service de la France, avec l'autorisation du gouvernement britannique.

« Maintenant que la France et l'Angleterre vont combattre côte à côte, pourquoi le gouvernement canadien n'obtiendrait-il pas l'autorisation de laisser les régiments canadiens-français s'enrôler sous le drapeau de la France ?, écrivait-on. On peut compter avec quel enthousiasme nos compatriotes accueilleraient cette proposition et quelle haute valeur morale, pour la puissance coloniale de la Grande-Bretagne, une innovation de ce genre prendrait aux yeux du monde entier. »

Cette suggestion ne fut pas retenue et plus le conflit s'éternisait, plus l'effort de guerre qui aurait dû unir les Canadiens accentua, au contraire, les divisions entre francophones et anglophones.

DEMAIN : La conscription



PHOTOTHÈQUE LA PRESSE

Groupe d'officiers du « 22e Régiment canadien-français » qui auront combattu lors de la Première Guerre mondiale.

LA VENTE TRANSCANADA DE TOYOTA

5 jours de rabais incroyables sur tous nos modèles 1999
du 9 au 13 novembre seulement

Jim Pattison, North Shore, CB • Canyon Creek Toyota, Alta. • North Bay Toyota, Tony Graham Lexus Toyota, Ont.
Spinelli Lexus Toyota, Spinelli Fairview Toyota, QC • Stothart Toyota, NB • O'Regan's Lexus Toyota, NE

Vos concessionnaires autorisés du Québec

SPINELLI FAIRVIEW TOYOTA
10, Auto Plaza, Pointe-Claire
514-694-1510

Membre de L'ÉQUIPE SPINELLI
www.spinelliauto.com

SPINELLI LEXUS TOYOTA
561, boul. St-Joseph, Lachine
514-634-7171

2699816-D

MICRO EXPO
La plus grande exposition / vente d'informatique au Québec
13 au 15 novembre
Très grand choix
Les meilleurs prix
ENTRÉE GRATUITE
Ven. ..... 10 h - 21 h
Sam. / dim. ...10 h - 18 h
Place Bonaventure
2699969-D

La Commission des plaintes contre la GRC a été sabotée

Presse Canadienne
TORONTO

La Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada (GRC) est incapable de remplir correctement son mandat, estime un enquêteur de l'organisme fédéral, François Lavigne.

« La Commission des plaintes du public contre la GRC n'est pas un organisme indépendant », a déclaré M. Lavigne, actuellement en congé sans solde pour des motifs de santé, et dont les propos étaient publiés hier par le quotidien *National Post*.

« Ses enquêteurs n'ont aucun pouvoir. L'organisme est loin de faire ce qu'il était supposé faire au moment de sa création. Il a été victime de sabotage », a-t-il poursuivi.

M. Lavigne affirme également avoir été contraint à maintes reprises de réécrire ses rapports, et d'en modifier les conclusions, lorsqu'il avait été établi que la GRC et ses policiers avaient commis une faute.

Les propos tenus par l'enquêteur quant au remaniement de rapports ont été confirmés par l'ancien avocat général de l'organisme, Pierre-Yves Delage, qui s'est retiré en mars.

« Ce que dit M. Lavigne est vrai. J'ai entendu parler de nombreux rapports qui ont été remaniés. Le processus a été entaché », a-t-il déclaré.

L'enquêteur Lavigne était un travailleur infatigable dont les investigations et analyses étaient de toute première qualité, a par ailleurs assuré M. Delage.

Selon M. Lavigne, les ordres de modifier le contenu de rapports provenaient de Bertrand Giroux, aujourd'hui mort, mais qui fut directeur de la commission, au sein de laquelle il était entré en 1988, y assurant également la présidence par intérim, en 1992.

« Nous avons déposé des rapports en infraction avec la loi, ne respectant pas les règles, a déclaré M. Lavigne. Bert Giroux veillait à ce que la GRC ne soit pas critiquée. »

Avant de se joindre à la commission, M. Giroux avait servi pendant 35 ans au sein de la GRC. Il est décédé en septembre 1997, à l'âge de 68 ans.

L'organisme compte un nouveau directeur, Horst Intscher, et une nouvelle présidente, Shirley Healy.

M. Intscher a refusé de formuler tout commentaire que ce soit sur cette affaire, expliquant qu'il n'était pas en poste au moment des faits, ajoutant que M. Giroux était mort. Il a néanmoins indiqué qu'il n'embaucherait pas d'anciens membres de la GRC.

Roméo perd pied sur le toit du balcon et se tue

RAYMOND GERVAIS

Un homme de 41 ans à qui le tribunal avait interdit l'été dernier le droit de se rendre au domicile de son ex-conjointe, ou de tenter d'entrer en communication avec elle de quelque façon que se soit, est mort dans la nuit de vendredi à hier, après être tombé du balcon situé au deuxième étage du triplex où habite son ex-conjointe, rue des Pivoines, à Coteau-du-Lac.

C'est un enfant qui habite le même édifice qui a fait la macabre découvert vers 8 h 30. Sa mère a immédiatement communiqué avec la police.

Les agents de la Sûreté du Québec ont d'abord cru qu'il pouvait s'agir d'un meurtre et considéraient cette affaire comme une mort suspecte.

Toutefois, l'enquête a rapidement permis d'écarter l'hypothèse du meurtre. Selon toute vraisemblance, ce serait en escaladant l'édifice, où son ancienne compagne vit avec son nouvel ami, que le Roméo aurait perdu pied et fait un plongeon mortel dans le vide.

La police s'explique encore mal les circonstances exactes de sa chute. Il semble qu'il a utilisé le socle d'une antenne située près de la maison, pour grimper jusque sur le toit. Par la suite, il aurait peut-être tenté de rejoindre le balcon en se laissant glisser le long du toit. Il aurait toutefois lâché prise et fait une chute de près de huit mètres. Il est tombé dans un escalier de ciment menant à un logement situé au sous-sol du triplex.

L'identité de la victime n'a pas été révélée par la police, son exconjointe ayant déclaré aux enquêteurs qu'elle ne savait pas où habite la famille de l'homme.

PHOTO AFP

Vétérans honorés

Treize anciens combattants canadiens de la Première Guerre mondiale ont été faits chevaliers de la Légion d'honneur, la plus haute distinction française, hier à Vimy. Trois de ces vétérans, honorés en présence du ministre canadien des Anciens combattants, Fred J. Mifflin, étaient des rescapés de la bataille de Vimy, dans laquelle plus de 3500 de leurs compatriotes ont trouvé la mort, le 9 avril 1917. Le mémorial canadien de Vimy rappelle le « Canada pleurant ses morts » et porte gravés sur ses parois 11 285 noms de soldats « manquant à l'appel et présumés morts ». Là, plus de 3500 soldats canadiens ont été tués et 10 000 blessés le 9 avril 1917, lundi de Pâques, dans l'offensive victorieuse contre la crête de Vimy, pivot central de la défense des Allemands depuis 1914. Ce jour-là, les Canadiens ont contraint les Allemands à reculer de plus de 10 kilomètres, et à laisser 4000 hommes aux mains des Alliés. Sur notre photo, trois de ces vétérans. À gauche, il s'agit de Laurence Morton, âgé de 102 ans.

la Baie

MON MAGASIN DES FÊTES

40% DE RABAIS

SOUTIENS-GORGE EN BOÎTE

Sur nos prix ordinaires.

Offre en vigueur du lundi 9 au dimanche 22 novembre.

Dessous mode, rayon 178.

UN SOUTIEN-GORGE ADÉQUAT, GRÂCE À LA BAIE

Le soutien-gorge que vous portez est-il fait pour vous? En assistant aux séances d'ajustement de la Baie, vous apprendrez comment dénicher le soutien-gorge idéal!

Vogue Bra

Magasin	Date	Horaire
Gatineau	9 novembre	De 9 h 30 à 17 h
Rideau	13 novembre	De 9 h 30 à 21 h
Bayshore	13 novembre	De 9 h 30 à 17 h
	14 novembre	De 9 h 30 à 17 h
St-Laurent	14 novembre	De 9 h 30 à 17 h

Warner's

Magasin	Date	Horaire
Place d'Orléans	12 novembre	De 12 h à 21 h
Gatineau	13 novembre	De 13 h à 17 h
Bayshore	18 novembre	De 11 h à 15 h
Rideau	19 novembre	De 11 h à 15 h
St-Laurent	20 novembre	De 11 h à 15 h

WonderBra et Playtex

Magasin	Date	Horaire
Rideau	9 novembre	De 10 h à 13 h De 14 h à 16 h
Bayshore	12 novembre	De 10 h à 13 h De 14 h à 16 h

LA BAIE VOUS DONNE DES MILLES DE RÉCOMPENSE AIR MILES^md. ALORS POURQUOI ACHETER VOS DESSOUS AILLEURS?

Les milles de récompense sont accordés mensuellement selon le total des achats, taxes non comprises. md/mc Marque déposée/de commerce d'AIR MILES^md International Holding N.V., employées en vertu d'une licence par Loyalty Management Group Canada Inc. et la Baie. Employé seul, AIR MILES^md signifie milles de récompense AIR MILES^md à moins que le contexte n'implique autre chose.

2696989-M

Monde

L'EXPRESS INTERNATIONAL

ALLEMAGNE

Schaeuble élu

■ Le dauphin de l'ancien chancelier Helmut Kohl, Wolfgang Schaeuble, 56 ans, a été élu à une écrasante majorité président de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) par le parti réuni en congrès à Bonn. M. Schaeuble, paraplégique depuis une agression en 1990 qui a failli lui coûter la vie, cumule ainsi les responsabilités de chef du groupe parlementaire chrétien au Bundestag (chambre basse du parlement) et de chef de la CDU, comme l'avait fait Helmut Kohl. Plus proche conseiller de M. Kohl, il passait pour son successeur naturel à la tête de la CDU.

d'après AFP

ISRAËL

Attentat revendiqué

■ Le Djihad islamique a revendiqué l'attentat-suicide commis dans le marché de Mahane Yenuda, à Jérusalem, qui met en péril le processus de paix. La police palestinienne a arrêté au moins six militants islamistes depuis vendredi. C'est la deuxième revendication de l'attentat, qui a fait deux morts et 21 blessés, après celle du Hamas. Les deux auteurs de l'attentat, qui sont tous les deux morts dans l'explosion, ont déjà été identifiés comme des membres du Djihad islamique par la police palestinienne et par leur famille.

d'après AP

CONGO-RWANDA

Kabila regimbe

■ Le président congolais Laurent Désiré Kabila a exclu toute négociation de paix avec le Rwanda voisin, qui a admis vendredi la présence de troupes rwandaises au Congo. Kabila a affirmé à la radio nationale que son gouvernement était déterminé à « gagner la guerre » et qu'il ne négocierait pas avec le Rwanda, qu'il accuse d'avoir envahi le territoire congolais et de manipuler la rébellion.

d'après AP

CUBA

Washington accusé

■ Le Parlement cubain a accusé le Congrès américain d'avoir adopté en catimini des dispositions contre Cuba dans le cadre de son ultime session avant les dernières élections législatives aux États-Unis. Plusieurs de ces dispositions ont un caractère extra-territorial, en violation de l'accord de principe conclu par Washington en mai dernier pour mettre fin à son différend avec l'Union européenne sur la loi Helms-Burton, selon le Parlement cubain.

d'après AFP

BRÉSIL

Photographe assassiné

■ Le photographe de presse brésilien Miguel Pereira de Melo, dont les clichés d'un massacre de paysans « sans terre » avaient été publiés dans le monde entier, a été assassiné peu avant la déposition qu'il devait faire au procès de 159 policiers accusés d'être les auteurs de cette tuerie. Miguel Pereira de Melo, 45 ans, a été atteint de plusieurs balles jeudi à Maraba, dans l'État amazonien de Para, avant de succomber à ses blessures vendredi dans un hôpital.

d'après AP

OUA

Mini-sommet africain

■ Le chef de l'État burkinabé et président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), M. Blaise Compaoré, a ouvert à Ouagadougou un mini-sommet sur l'Éthiopie et l'Érythrée en l'absence des deux belligérants. Le président Compaoré était entouré de ses homologues zimbabwéen, Robert Mugabe, et djiboutien, Hassan Gouled Aptidon. Les organisateurs ont prévu de se réunir d'abord entre médiateurs avant de proposer leur plan « séparément » au premier ministre éthiopien Meles Zenawi et au président érythréen Issaias Afeworki, tous deux présents dans la capitale burkinabé.

d'après AFP

La démission de Gingrich bouleverse toute la classe politique américaine

LÉON BRUNEAU
de l'Agence France-Presse, WASHINGTON

La démission surprise du président de la Chambre des représentants américaine, Newt Gingrich, a eu l'effet d'un séisme politique, qui a ravi les démocrates et déclenché dès samedi la course pour sa succession chez les républicains.

Le controversé Newt Gingrich, idéologue du parti, a été lâché par les siens qui ont tiré avec une rapidité étonnante les leçons de l'échec relatif des républicains aux élections législatives de mardi, même s'ils ont conservé une courte majorité au Congrès.

Les républicains ont perdu cinq sièges à la Chambre et conservé leur ancienne majorité de 55 (sur 100) au Sénat.

M. Gingrich a estimé hier que sa décision de quitter le Congrès était « la meilleure (possible) pour la Chambre et pour le Parti républicain ».

« Pratiquement, rester à la Chambre aurait privé tout nouveau responsable d'une quelconque chance de s'imposer, d'apprendre et de prendre les décisions nécessaires », a déclaré M. Gingrich, qui s'est exprimé brièvement devant les journalistes qui l'attendaient devant son domicile de Marietta (Géorgie).

« Le temps est venu de s'estomper, de laisser une nouvelle équipe prendre la relève », a-t-il ajouté. « La perspective de voir Al Gore élu à la présidence et les démocrates diriger le prochain Congrès devrait suffire à mobiliser tous les républicains de ce pays. »

Celui qui a mené la « révolution conservatrice » de 1994 est ainsi devenu, étrangement, la première victime d'une année politique marquée par le scandale Monica Lewinsky. Bill Clinton se trouve, lui, débarrassé d'une de ses « bêtes noires ».

Comme par enchantement, M. Gingrich avouait lui-même cette semaine, alors qu'il avait été à l'origine d'une ultime campagne publicitaire à la télévision sur l'affaire Lewinsky, n'avoir « pas compris que les gens pouvaient tout simplement en avoir assez de cette affaire » Lewinsky, du nom de cette ancienne stagiaire à la Maison-Blanche qui a eu une liaison avec le président.

La démission de M. Gingrich, 55 ans, qui avait permis aux républicains de reconquérir le Congrès en 1994 après 40 ans de domination démocrate, est un coup de théâtre qui a surpris toute la classe politique.

Le président Clinton, non sans malice, a rendu hommage vendredi soir à M. Gingrich, parlant d'un « adversaire de valeur ».

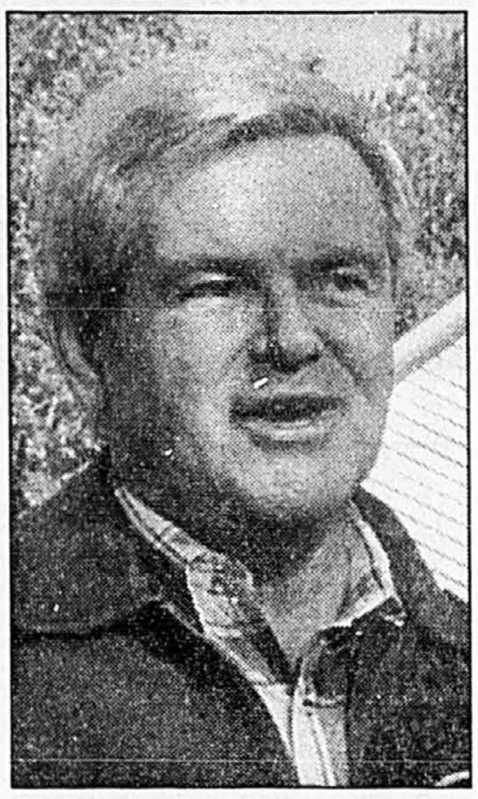


PHOTO REUTER

Une petite allure de vacancier, déjà, hier chez Newt Gingrich, grand idéologue du Parti républicain qui vient de remettre sa démission.

Et il n'a pas fallu attendre longtemps avant que les prétendants à la succession de Newt Gingrich se manifestent.

La crise ouverte par son départ a en effet précipité un débat animé sur la conduite du Parti républicain. Les républicains doivent se réunir le 18 novembre pour choisir leur nouvelle direction.

Parmi les prétendants déclarés, le représentant de Louisiane Bob Livingston, qui a annoncé vendredi sa candidature au poste de président de la Chambre, troisième personnage de l'État fédéral.

Un deuxième prétendant, Christopher Cox (Californie), s'est lui aussi porté candidat vendredi soir, tandis que plusieurs autres responsables ont fait part de leur intention de faire de même.

En revanche, Bill Archer (Texas), président de la Commission des voies et moyens à la Chambre, a indiqué qu'il ne serait « pas candidat ».

« L'élection cette semaine, au cours de laquelle nous n'avons pas obtenu d'aussi bons résultats que nous l'espérions (...) montre sans équivoque que les Américains veulent plus que des hommes politiques avec de beaux discours », a déclaré M. Livingston dans une critique ouverte du président sortant.

Hier, plusieurs lieutenants du parti sont également montés au créneau. « C'est une bonne occasion », a déclaré sur CNN le représentant de l'Oklahoma Steve Largent, qui vise le poste de chef de file de la majorité républicaine à la Chambre, qu'occupe actuellement Dick Armey.

Mais les apparences ne trompent pas. Le vrai gagnant est encore le président Clinton qui, en une semaine, peut se prévaloir de deux victoires politiques, éloignant encore le spectre de sa destitution.

PHOTO AP

Contre les mariages gays

Plusieurs milliers d'opposants au projet de loi controversé sur le Pacte civil de solidarité (PACS), accordant un statut légal aux couples non mariés, y compris homosexuels, ont défilé hier à Paris. La marche a rassemblé 7200 personnes selon la police et 60 000 selon les organisateurs.

Pinochet se dit trahi par Londres

Agence France-Presse
LONDRES

L'ancien dictateur chilien Augusto Pinochet a indiqué hier soir, dans son premier communiqué public depuis son arrestation à Londres, qu'il se sentait trahi par la Grande-Bretagne et a averti que les poursuites à son encontre pourraient ébranler la jeune démocratie chilienne.

M. Pinochet, arrêté le 16 octobre, et qui encourt une éventuelle extradition vers l'Espagne, estime dans ce texte que le processus engagé contre lui « portait atteinte » à la démocratisation au Chili.

« Au Chili, comme ailleurs, la récrimination est l'ennemi de la réconciliation », explique-t-il dans un communiqué aux médias britanniques.

Les récentes informations diffusées à cette occasion sur l'histoire du Chili sont une « parodie de vérité », estime-t-il. Augusto Pinochet dénonce des « tentatives artificielles de procureurs étrangers pour (le) déclarer coupable à partir d'accusations sans preuves ».

Il se dit « attristé que l'expérience de (son) arrestation ait bouleversé sa foi en la Grande-Bretagne ». « Auparavant, je n'avais jamais douté que la Grande-Bretagne était un pays où l'on pouvait se déplacer librement », explique-t-il.

Le général Pinochet affirme qu'il était venu comme « ambassadeur spécial » du Chili, « peut-être pas de manière spécifique comme hôte du Foreign office, mais avec sa coopération et sa pleine connaissance ».

Il a expliqué avoir été accueilli, comme lors d'occasions précédentes, par des représentants du gouvernement à l'aéroport d'Heathrow.

L'ancien dictateur, âgé de 82 ans, explique aussi avoir été « blessé et déconcerté » quand sa femme, en pleurs, lui a expliqué, alors qu'il se remettait de son intervention chirurgicale, qu'il était placé en état d'arrestation.

« Mes amis citoyens se sont réconciliés avec le passé de notre Nation. Ils sont mes vrais juges, poursuit le général Pinochet. Voilà pourquoi je me battrai contre cette demande d'extradition de toute mon âme, avec l'appui du président et du gouvernement de mon pays. Et, si Dieu le veut, je retournerai avec ma famille, chez moi, au Chili où j'espère vivre les dernières années de ma vie en paix ».

« Je suis en paix avec moi-même et avec le peuple chilien », ajoute-t-il.

Augusto Pinochet avait été arrêté à Londres le 16 octobre dernier, mais la haute cour de justice britannique avait ensuite invalidé cette arrestation en affirmant qu'en tant qu'ancien chef d'État, le général bénéficiait de l'immunité.

Saisis en appel, cinq magistrats de la Chambre des lords, la plus haute instance juridique britannique, doivent maintenant décider du sort du général en confirmant ou infirmant ce jugement.

Ils doivent reprendre demain leurs auditions entamées mercredi et jeudi derniers. Elles pourraient se prolonger jusqu'à mercredi, les cinq magistrats réservant ensuite leur jugement pour une ou deux semaines, selon le comité judiciaire de la Chambre.

Les magistrats devraient avoir entre les mains la requête formelle d'extradition de l'ancien dictateur chilien que le gouvernement espagnol a accepté de transmettre à Londres vendredi.

Dans cette requête, le juge Balthasar Garzon mentionne des faits qui, selon les avocats représentant l'Espagne et la police britannique devant les lords, ne relèvent pas de l'immunité souveraine. Des enlèvements, actes de torture et meurtres auraient été commis peu avant la prise du pouvoir à Santiago par la junte militaire, alors qu'Augusto Pinochet n'exerçait pas de fonction donnant droit à l'immunité.

Les lords ont accepté de prendre connaissance de la requête, en soulignant toutefois qu'ils n'avaient pas encore décidé s'ils la prendraient ou non en considération dans leur jugement.

L'Irak défie Washington

Agence France-Presse
BAGDAD

L'Irak a affirmé hier que les menaces de frappes américaines proférées par le président Bill Clinton ne le feraient pas revenir sur l'arrêt de sa coopération avec les inspecteurs de l'ONU, attitude que la France a fermement condamnée.

La presse officielle irakienne a assuré que Bagdad ne reviendrait pas sur sa décision avant d'obtenir la levée de l'embargo pétrolier par le Conseil de sécurité.

« La direction et le peuple d'Irak ne reviendront pas sur leur décision pour faire plaisir au tyran américain » et « refusent de poursuivre une coopération inutile avec les espions de l'UNSCOM », écrit le quotidien *al-Iraq*.

De son côté, al-Joumhouriya affirme que l'Irak « ne fera pas de concession jusqu'à ce qu'il obtienne satisfaction de ses demandes justifiées, à commencer par l'application du paragraphe 22 de la résolution 687 », qui prévoit la levée de l'embargo pétrolier dès que l'Irak se sera soumis aux exigences concernant son désarmement.

L'Irak a rompu le 31 octobre toute coopération avec l'UNSCOM, affirmant qu'il n'avait plus aucun espoir de la voir recommander une levée des sanctions, mais a autorisé les inspecteurs à demeurer en Irak et entretenir leur matériel.

« La France regrette beaucoup la position, qui pour nous est à la fois incompréhensible et inacceptable, du président Saddam Hussein », a déclaré le président français Jacques Chirac. « Je crois que ce n'est de l'intérêt de personne et certainement pas de l'Irak, certainement pas de la paix », a-t-il ajouté.

Une réunion de travail consacrée à la situation en Irak et au Kosovo s'est tenue hier à Paris, entre des diplomates de haut rang de la France, des États-Unis et de la Grande-Bretagne, membres permanents occidentaux du Conseil de sécurité.

Elle intervient alors que le président Clinton a averti vendredi que les forces américaines dans le Golfe étaient prêtes à lancer des « frappes rapides et puissantes » contre l'Irak pour le forcer à respecter les résolutions de l'ONU.

Des responsables militaires américains ont indiqué que les États-Unis disposaient de suffisamment de forces actuellement dans le Golfe pour agir. Des unités de renfort sont par ailleurs en état d'alerte sur le territoire américain.

La chaîne américaine NBC, citant des sources diplomatiques, a affirmé vendredi qu'une frappe militaire américaine pourrait survenir dès la semaine prochaine.

Cette éventualité a été rejetée par le secrétaire général de la Ligue Arabe, Esmat Abdel Méguid, qui a appelé de nouveau Bagdad à la souplesse.

À Bagdad, la Commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement irakien (UNSCOM) a commencé à retirer des experts.

La presse d'ailleurs

parcourue par Réal Pelletier

Newsweek · The Boston Globe · The Observer · The Sunday Telegraph

L'écoterrorisme prend du coffre en Amérique

Incendies criminels au Colorado, bombes en Alberta

Retour aux affaires donc, aux États-Unis, après les élections de mardi qui ont permis, a-t-on écrit partout, de prendre la mesure du sens commun latent d'un peuple américain un peu fatigué des croisades antipersonnel. Ce peuple n'a pas rejeté ses républicains ; il a juste élevé le ton assez pour qu'on baisse un peu les crucifix au bout des bras. Retour aux affaires ? Les affaires, pour un pays comme les États-Unis, c'est comme ailleurs : santé, croissance, éducation. Mais c'est aussi, dans leur cas, plein de dossiers les impliquant dans les événements de la planète. Parmi ces dossiers, il en est un qui va fatalement se rappeler à leur bon souvenir : le terrorisme. Mais pas nécessairement par courrier international.

Pendant la campagne électorale, le Tout-Washington de la sécurité de l'État pataugeait encore dans l'affaire du bombardement, décrété par la Maison-Blanche, d'une fabrique de produits pharmaceutiques au Soudan quand deux actions terroristes à caractère rigoureusement intérieur éclataient aux États-Unis. Le premier, l'assassinat d'un médecin s'adonnant à l'avortement, s'inscrivait dans une trame assez connue, cette lutte à finir de longue date contre les « faiseurs d'anges ». Le second, la mise à feu d'installations touristiques à Vail, au Colorado, sorte de super-Tremblant pour super-riches, révélait une facette mal connue d'une certaine lutte écologiste en Amérique. Le premier événement, comme le second, ont leurs prolongements canadiens.

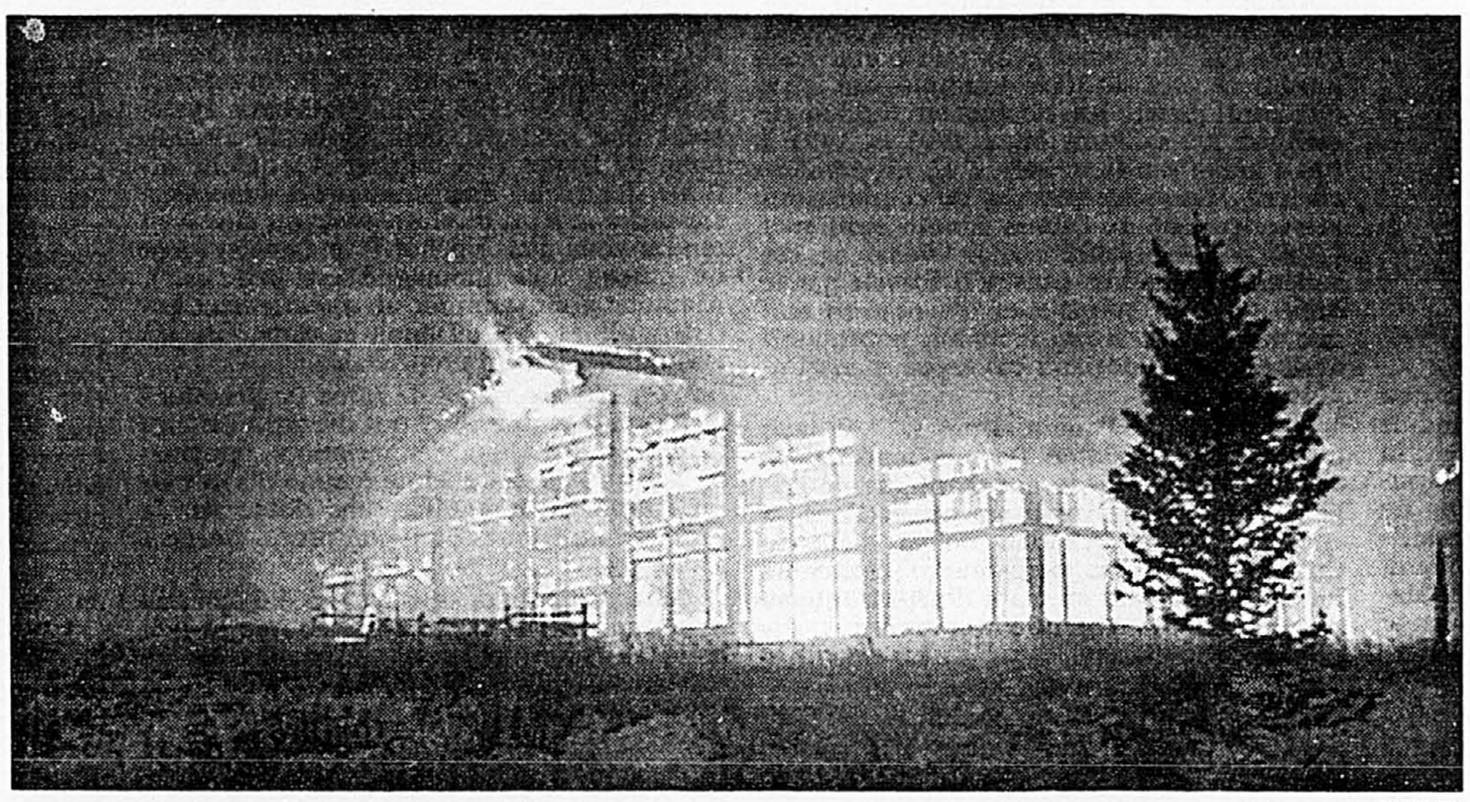


PHOTO AP

Dans la nuit du 19 octobre dernier flambait ce superbe chalet-restaurant de luxe installé à 11 000 pieds d'altitude, surplombant Vail, au Colorado, le plus important centre de ski en Amérique du Nord. Un mouvement écologiste clandestin, Earth Liberation Front, a revendiqué le crime.

Contre l'avortement, pour l'environnement

L'assassinat du docteur Barnett Slepian fait suite à quatre attentats similaires perpétrés au Canada, dans la même région frontalière, un segment où l'Ontario voisine avec l'État de New York. Il s'ajoute à un quart de siècle d'attentats et d'agressions contre des personnes liées à l'avortement.

Mais une autre forme de terrorisme, moins médiatisée parce qu'elle n'a pas tué jusqu'ici, se développe sur le continent, en particulier dans l'axe des Rocheuses : on lui a donné le nom d'écoterrorisme. Celui-là aussi dure depuis une vingtaine d'années, mais les incendies criminels survenus à Vail dans le Colorado en octobre sont les gestes les plus graves faits par des écoterroristes dans l'histoire des États-Unis. L'écoterrorisme frappe aussi dans le nord des Rocheuses, en Alberta plus précisément, où les violences anonymes se multiplient contre les installations pétrolifères. On n'en a pas — ou peu — entendu parler dans l'Est parce que chaque incident n'est pas assez gros, mais les pétrolières elles-mêmes ont dénombré pas moins de 160 actes de vandalisme contre leurs installations dans les derniers mois. La police multiplie le chiffre par deux. Les dégâts se chiffrent par millions.

Sus au développement

À Vail, au Colorado, les enquêteurs du FBI, rappelle le *Sunday Telegraph*, de Londres, ont mis une semaine avant de révéler un lien entre des incendies qui, le temps d'une nuit, ont détruit des remonte-pentes, un restaurant de luxe au sommet d'une montagne et un poste de patrouilleurs de ski, des dommages évalués à quelque 12 millions US.

Un mouvement, le Front de libération de la Terre (Earth Liberation Front — ELF) a revendiqué ces actions, pour protester contre un programme de développement de 885 acres dans un habitat naturel de lynx. Le problème, signale *Newsweek*, c'est que le dernier lynx aperçu dans la région le fut en 1973. Mais le terreau était fertile : 90 % de la population ambiante était contre ce développement, ce qui n'a pas empêché le maître-entrepreneur de remporter tous les combats juridiques lui permettant d'aller de l'avant.

Vail est déjà le plus important centre de villégiature d'hiver en Amérique du Nord. Des célébrités comme Ross Perot, l'astronaute John Glenn et l'ex-président Gerald Ford, entre autres, y ont un pied-à-terre. Vail est un monde qui lit l'heure sur ses Lauren et ses Rolex, où atterrissent les jets privés Lear et Gulfstream, où patinent dans la neige Mercedes et Lexus. Diana y séjournait en 1994... et Dodi Fayed y avait célébré son premier mariage. La saison à Vail est officiellement ouverte depuis deux jours et l'élite, rapporte fièrement le *Telegraph*, se fait fort de rappliquer en force, bravant les événements.

On retrouve, dans exactement les mêmes termes, tant dans le *Telegraph* que dans *Newsweek*, une description des militants de l'ELF : de jeunes hommes tellement attachés à la cause de la protection de la nature qu'ils refusent de manger ou de porter des choses liées au monde animal, qu'ils ne fument pas et ne boivent pas d'alcool, et qu'ils s'abstiennent d'activités sexuelles avant le mariage.

La presse britannique a fait grandement état de l'événement parce que le Earth Liberation Front a des émules en Grande-Bretagne, où grouille aussi une forme de ce que les médias anglo-saxons appellent désormais l'« ecoterrorism ». Mais *The Observer* va plus loin. Il explique que les attentats de Vail, les plus importants de cette nature dans l'histoire des États-Unis, suivaient d'une semaine la plus récente victoire juridique des entrepreneurs contre les mouvements écologistes, et de quelques heures l'abattage des premiers arbres.

C'est — et c'est pas banal —dans les cafés underground de San Francisco que le reporter du *Observer* a cueilli ses meilleures sources : les attentats de Vail sont l'aboutissement de 20 ans de lutte écologiste ponctuée d'initiatives en marge de la loi, en particulier contre l'industrie forestière de l'Ouest américain.

Au coeur de cette longue aventure se retrouve un nom, Earth First !, qui a connu une fortune variable, mais qui s'est attiré de la sympathie publique l'été dernier en prenant partie pour des manifestants anti-industrie forestière qu'on avait aspergés de... gaz poivre. Les militants de l'ELF, qui ont pris le maquis tout en jouant de l'Internet, se présentent comme des dissidents radicaux du vieil Earth First ! Avec leurs alliés naturels du Animal Liberation Front, ils ont « libéré », le printemps dernier, 9000 visons d'une ferme d'élevage en Ontario. ELF et ALF paraissent désormais mener un même combat, contre « les industries de la mort », comme ils l'ont fait à Vail au Colorado, rapporte *The Observer*.

Et pendant que le FBI applique la pression contre ces nouveaux terroristes, la Gendarmerie royale du Canada est sur les dents, dans le nord-ouest de l'Alberta, à l'autre bout septentrional des Rocheuses, par suite de multiples petits attentats survenus dans les champs pétrolifères de cette province. Des attaques, dit le *Boston Globe* dans un long reportage, qui ont déjà causé des millions de dollars de dégâts et qui effrayent les ouvriers du pétrole. La région de la rivière... La Paix est particulièrement visée.

Faire la guerre aux pétrolières

Comme dans le cas de Vail, à la base, de simples citoyens sont mécontents : des femmes auraient avorté du fait d'avoir inhalé des gaz libérés par les activités pétrolifères et du bétail en serait mort. Il y a un mois, un fermier en colère a tué d'un coup de fusil un agent d'une entreprise pétrolière lors d'une altercation relative à la contamination des sols. À la mi-octobre, une bombe a explosé dans un puits gazier situé près de Beaverlodge.

Dans la région, dit le *Boston Globe*, les gens se plaignent du fait que l'écoterrorisme masque les vrais problèmes de santé qui frappent les gens en Alberta et en Colombie-Britannique depuis l'extraordinaire boom pétrolier dans la région.

L'industrie pétrolière, dit le *Globe*, confirme plus de 160 attaques sérieuses contre ses installations ces derniers mois : bombes, coups de feu, incendies volontaires et déversements d'acides corrosifs sur les systèmes de régulation des pipelines.

La police, poursuit le journal, juge qu'il faut multiplier ce chiffre par deux, car de petits entrepreneurs s'abstiennent pudiquement de faire état des agressions.

Mais chez les gros, on en a plein le dos. « C'est la terreur et ça augmente », affirme Ed McGillivray, directeur de l'environnement, de la santé et de la sécurité chez Alberta Energy Co. Ltd, un des plus grands producteurs de pétrole et de gaz au Canada et cible préférée de l'écoterrorisme.

Douze mille nouveaux puits de pétrole et de gaz ont vu le jour en Alberta l'an dernier — un record. Le problème, ce n'est pas tant les puits que les 5200 torches montées sur des tours brûlant en permanence au-dessus de l'Alberta.

Il y en avait une demi-douzaine au-dessus des raffineries de Montréal-Est il y a à peine deux décennies, et les populations ouvrières de l'est de Montréal s'en plaignaient.

Mais, Dieu merci pour la riche Alberta, « l'instabilité politique », c'est ailleurs que ça se passe.

FINANCIAL TIMES

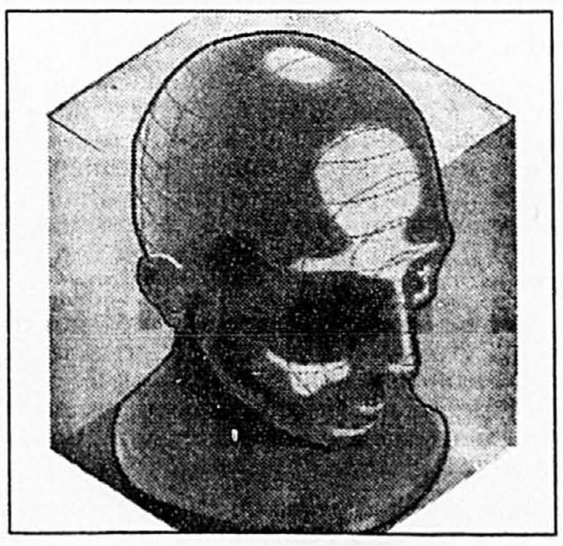
Vite

■ Bombardier a le vent dans les voiles avec ses petits appareils d'affaires de luxe. Concurrence à venir : les petits appareils d'affaires supersoniques, marché hypothétique pour l'instant et sur lequel l'avionneur montréalais ne se sent pas le goût d'intervenir. Quatre heures de vol pour un Paris-Washington, à Mach 2, et de retour à la maison le même jour. Au moins deux avionneurs tâtent l'idée, tant du point de vue de la technologie que du marché, écrit le *Financial Times*, de Londres. Certes le marché est petit — pour l'instant du moins — mais la perspective du « temps partagé », de la propriété partagée aussi, séduit des avionneurs comme le Français Dassault, déjà familier avec le supersonique, et l'Américain Gulfstream, ainsi que des spécialistes britanniques du *leasing*, comme Executive Jets et Air London. Un huit places supersonique de première génération coûterait quelque 100 millions CAN, soit une douzaine de millions par entreprise en formule partagée. Mais John Lawson, président aux ventes chez Bombardier, admet avoir étudié la question : « C'est technologiquement faisable, mais nous ne croyons pas que ce soit économiquement viable. » Trop d'investissements en recherche et développement à amortir sur trop peu d'appareils.

The Sunday Telegraph

Vite, vite

■ Une casquette, sous laquelle deux yeux qui vous regardent de travers, sous lesquels une bouche pincée vous pose des questions banales mais pleines de sous-entendus : c'est la police de l'immigration en aérogare. Comme accueil, on n'a pas trouvé mieux jusqu'ici, mais les choses vont peut-être changer. IBM planche sur une formule combinée qui permettrait aux voyageurs de glisser dans une fente un passeport ayant la forme d'une carte de crédit et d'apposer leurs mains à plat sur un écran pouvant lire leurs empreintes. L'appareil, déjà riche de vos données de citoyen et de vos empreintes, confirme la complémentarité des deux et hop, en 15 secondes, vous voilà bienvenu dans le pays d'accès. Le *Sunday Telegraph*, de Londres, écrit que le ministère de l'Intérieur britannique se passionne pour le bidule, qui promet de substantielles économies de personnel aux aéroports. Deux mille personnes sont employées comme agents d'immigration dans les aéroports britanniques et leur syndicat veille au grain. La carte magique recèle plusieurs dispositifs de sécurité rendant sa contrefaçon très problématique. La formule est déjà à l'essai aux Bermudes, colonie britannique. Dans une phase ultérieure, les visas pourraient être soumis à semblable processus.



THE SUNDAY TIMES

Vite, vite, vite

■ Une caméra devant votre visage, des rayons laser de part et d'autre de votre tête, et voilà qu'à l'aérogare, on vient de reconstituer votre tête en trois dimensions. L'image est instantanément confrontée à une banque de têtes qui n'est rien d'autres qu'une collection de tronches de criminels ou de terroristes — réels ou présumés — circulant sur la planète. La trouvaille est l'oeuvre de la société Cambridge Neurodynamics, qui a déjà mis au point des systèmes électroniques de confrontation d'empreintes digitales et de banques de données ad hoc. Le couple caméra / laser est d'une efficacité telle que même si le suspect inquiet bouge, sa tête est repérée. Autre beauté de l'appareil, c'est qu'il décèle les déguisements. Son problème, c'est qu'une chirurgie modifiant les saillies du visage peut le déjouer, note le *Times*, de Londres. Mais on ne dit pas comment on va bâtir cette banque, autrement qu'en tirant votre portrait à l'aérogare justement. On imagine. Un aéroport britannique non identifié teste déjà le système depuis quelques jours. Cambridge Neurodynamics veut aussi intéresser les banques à sa formule, histoire de dépister les fraudeurs aux guichets, mais aussi de restreindre l'accès de certains espaces au seul personnel autorisé.

THE WALL STREET JOURNAL.

Trop vite

■ Personne ne le dit ici mais tout le monde le sait : la véritable armée qui protège le Canada, c'est celle des États-Unis. Et cette armée traverse des mutations qui fait frémir un retraité célèbre, le major général William C. Moore. Les choses vont trop vite, estime le militaire, qui écrit dans le *Wall Street Journal* : combattre est devenu une sorte de performance de jeu vidéo où sont absents la bravoure et le courage, vertus classiques du soldat efficace pouvant « donner tout ce qu'il peut donner ». Le technologue prend de plus en plus la place du guerrier. Deux siècles de tradition militaire américaine sont menacés. L'ex-major général trouve dangereux qu'aucun des soldats actuels n'ait été confronté à de vraies guerres, comme la Seconde Guerre, la guerre de Corée ou celle du Vietnam. On en est venu à convaincre les nouveaux soldats que la technologie va leur rendre la tâche de se battre facile : suffit de viser correctement la cible à l'écran en actionnant la souris et le tour est joué. Un jeu que n'importe qui peut jouer finalement, moins exigeant physiquement et qui de ce fait ouvre la place aux femmes. Et ce qui fait frémir le général à la retraite, c'est que les promotions sont à l'avenant : les petits futés de la souris l'emportent sur les braves. C'est l'éthique du guerrier qui se meurt, et avec elle toute une culture.

La Putain de la République

Louis-Bernard Robitaille

collaboration spéciale
PARIS

Ce qu'il y a de bien avec la France, c'est que le passé et l'Histoire ne sont jamais tout à fait morts, avec ce que cela comporte de romanesque.

Ainsi l'affaire Roland Dumas, du nom du président du Conseil constitutionnel, 76 ans, ancien ministre des Affaires étrangères de François Mitterrand (1984-1986, 1988-1993), et pardessus le marché vieux complice des mauvais jours.

Roland Dumas, aujourd'hui quelque peu atteint par ses ennuis judiciaires, le scandale étalé dans les journaux et l'âge avançant, a longtemps été le grand séducteur de la République, « le vrai personnage romanesque de la Mitterrandie », comme l'écrivait Bernard-Henri Lévy. Une sorte d'aventurier trépidant, familier des grands artistes (Picasso ou Giacometti) et des meilleures alcôves, mélange de Casanova, du cardinal de Retz ou du marquis de Sade père (diplomate de Louis XV).

En guise de cadeau ultime à ses successeurs, François Mitterrand l'avait nommé (pour six ans) à la tête du Conseil constitutionnel deux mois avant la fin de son mandat, en mars 1995. Magistrat suprême chargé de « lire » la Constitution et les lois, le président du Conseil constitutionnel (on l'a constaté en lisant les textes) est rigoureusement indélogeable, AUCUN mécanisme de destitution n'ayant été prévu en 1958.

Ce juge vénérable est aujourd'hui « mis en examen » sous différents chefs d'accusation concernant les pratiques occultes (et plutôt illégales) d'Elf-Aquitaine, le colossal pétrolier français qui, pour remporter des marchés avait, officieusement, un budget de quelque 200 millions de dollars par année pour verser des « commissions ».

Les juges chargés de l'enquête Elf pensaient au départ — et ne l'excluent toujours pas — que M. Dumas avait tout bonnement touché sa part de « rétrocommissions », ce qui expliquerait les dépôts en liquide de quelque 2,5 millions entre 1991 et 1993 à son compte parisien. Même si, en dernière analyse, il ne s'agissait pas de commissions versées par Elf, M. Dumas aurait à expliquer (avec vraisemblance) d'où venaient ces sommes en liquide, puisqu'il n'avait pas le droit d'exercer son métier d'avocat en tant que ministre, et, à tout le moins, pourquoi il avait oublié de déclarer ces revenus aux impôts.

Au départ de l'affaire Dumas, il y avait une femme, Christine Deviers-Joncour, 51 ans aujourd'hui, ci-devant maîtresse de Roland Dumas, qui l'avait rencontrée dans sa circonscription de Sarlat, où la mère de Christine tenait sa permanence électorale. Revenu au pouvoir en mars 1988, M. Dumas avait également ramené l'aventurière en jupon au Quai d'Orsay.

Dans ce ministère des Affaires étrangères fort conservateur et ampoulé, la favorite s'était vu attribuer le surnom de « Coucou-c'est-moi », pour cette raison qu'elle avait l'habitude de faire irruption à tout moment dans le bureau de « Ro-Ro » sans vraiment frapper et en s'annonçant de cette façon assez familière. Au « Quai », chacun a également gardé le souvenir de ses tailleurs chers aux jupes ultracourtes, de ses bijoux scintillants et de ses rires bruyants. Style madame sans-gêne.

Le problème posé par Deviers-Joncour, c'est qu'elle était rémunérée discrètement — et royalement — par Elf-Aquitaine à partir de 1989. Il y a 2500 $ mensuels versés à Paris, 10 000 $ mensuels sur un compte en Suisse, une carte de crédit sur laquelle elle tirait jusqu'à 50 000 $ par mois, plus un somptueux appartement de fonction aux Champs-Élysées payé par Elf. Sa fonction chez Elf : avoir accès direct à Roland Dumas et l'influencer au besoin. Vers la fin de cette période (1989-1993), elle touchera également une modeste commission de 59 millions de francs (16 millions $) qu'elle affirme devant les magistrats avoir « rendue » sur ordre ... à un inconnu avec qui elle avait rendez-vous dans un hôtel de Genève (mot de passe : « La montagne est belle »....). Ajoutons pour terminer un appartement parisien acheté 4,5 millions et dont elle est vraisemblablement propriétaire.

C'est l'incarcération de Mme Deviers-Joncour en novembre 1997 qui démarre l'affaire Dumas. Suite à une dénonciation anonyme, on accuse l'élégante jeune femme d'avoir eu un emploi fictif à Elf... sans doute sur la pression de Dumas ou à son profit, pensent les juges.

Cette partie du dossier n'a pas été éclaircie pour l'instant, et il est possible que le lien entre M. Dumas et les commissions d'Elf ne soit jamais établi.

Ce qui est clair en revanche, c'est ce que raconte en détail Mme Deviers-Joncour dans *La Putain de la République*, sorti cette semaine à Paris (Éd. Calmann-Lévy). Un récit qui ne fait que confirmer ce qu'on savait déjà, mais le confirme dans le menu détail, avec, pour faire la publicité du livre, une quantité de photos intimes (avec M. Dumas, sur la plage, en bateau etc.) publiées dans *Paris Match*.

De ce livre — examiné au microscope par les avocats de Mme Deviers-Joncour, si ce n'est ceux de M. Dumas — ce dernier ressort, comme par hasard, parfaitement blanchi des accusations réelles qui pèsent sur lui. Ce qui est peut-être le but de cette manoeuvre pour le moins audacieuse. En revanche, sur le plan politique et moral, l'impression générale est plutôt désastreuse.

Voici donc notre grande aventurière en Armani payée à grands frais pour Elf pour influencer Roland Dumas, dépensant des sommes gigantesques (restaurants trois-étoiles, avions etc.) aux frais d'Elf, établie comme maîtresse officielle du ministre, ce dernier étant parfaitement au courant de son statut. « Souvent il m'appelait sa Mata Hari », raconte-t-elle, avant d'ajouter : « Pour Elf, j'étais sa carte Quai d'Orsay. »

Mise en détention préventive pendant cinq mois et demi (elle en fait un récit, comme toujours assez terrifiant), ressortie sous contrôle judiciaire, Christine Deviers-Joncour sort à la surprise générale ce livre d'aveux (très contrôlés). On devait également la voir, toute la semaine, lors de différentes interventions télévisées (sous contrôle de ses avocats). Toutes les émissions ont été annulées sans explication et chez Calmann-Lévy, on garde un silence empreint de mystère.

Entre-temps, M. Roland Dumas continue de vaquer à ses nobles activités au Conseil constitutionnel. Tandis que le microcosme politique continue de se poser la question : Jusqu'à quand ? », et s'interroge sur le sens de cette dernière manoeuvre. Un vrai roman !

L'ONU sur le pied de guerre

FLORENCE ROSSIGNOL
collaboration spéciale

C'est en temps de crise que l'on peut voir la grande machine de l'ONU déployer son surprenant arsenal d'aide humanitaire en un temps record. Avec 2,5 millions de personnes dans le besoin en Amérique centrale, c'est une opération de force qu'il faut concevoir : l'ouragan *Mitch* est considéré comme la plus grande tempête du siècle sur le bassin Atlantique. Le Salvador, le Nicaragua, le Honduras et le Guatemala sont les pays les plus touchés. Les différentes agences de l'ONU se sont mises à l'oeuvre sous la coordination de l'OCHA (Bureau de la coordination des affaires humanitaires et des opérations d'urgence). Une aide d'urgence de 19 millions de dollars a déjà été donnée.

Abby Spring, porte-parole de PAM (Programme alimentaire mondial) jointe à Managua (Nicaragua) a déclaré que la « situation était un cauchemar logistique ». « La plupart des routes sont transformées en lacs de boue », a-t-elle ajouté. Il est de plus très difficile d'évaluer combien de personnes ont besoin d'assistance dans les villages isolés des montagnes. Seuls les hélicoptères peuvent atteindre certains endroits. Ainsi plusieurs communautés n'ont pas d'eau depuis une semaine. « Certains camions dépêchant la nourriture sont restés bloqués pendant une journée entière devant des rivières de boue », a expliqué Mme Spring.

On évalue le nombre de morts à 7000 au Honduras, et 3000 au Nicaragua.

Des dizaines de milliers de personnes ont été déplacées, et plus de 70 % de l'infrastructure a été détruite au Honduras et au Guatemala.

Le PAM, déjà établi dans la plupart des pays en voie de développement, a des réserves de nourriture sur place. Mme Spring estime cependant que ces stocks seront épuisés au bout d'un mois, suffisant à environ 150 000 personnes. On évalue à 400 000 le nombre de personnes en besoin urgent de nourriture.

L'OCHA a envoyé plus d'une dizaine d'experts chargés de la coordination de l'aide, et recrute auprès des gouvernements hélicoptères, bateaux, véhicules, ponts montables, etc.

L'OMS (Organisation mondiale de la santé), l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance) et le HCR (Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés) ont également déployé leurs services d'urgence.

À l'action de l'ONU s'est ajoutée celle de plusieurs pays, comme la Suisse, les Pays-Bas, le Mexique, le Canada, la Norvège, et les États-Unis.

Sergio de Mello, directeur de l'OCHA, a déclaré avant son départ dans la région que la recherche des disparus et personnes en danger restait la priorité de l'OCHA. « Mais nous comptons agir le plus rapidement possible pour répondre aux autres urgences. » Outre l'acheminement de la nourriture, assuré par le PAM, l'OMS a rappelé le besoin de mesures sanitaires et de distribution de médicaments.

« Bien que les mesures d'urgence soient établies, il ne faut pas oublier que le plus dur sera la reconstruction à moyen terme, et pour cela il nous faudra encore plus de ressources » a rappelé M. de Mello.

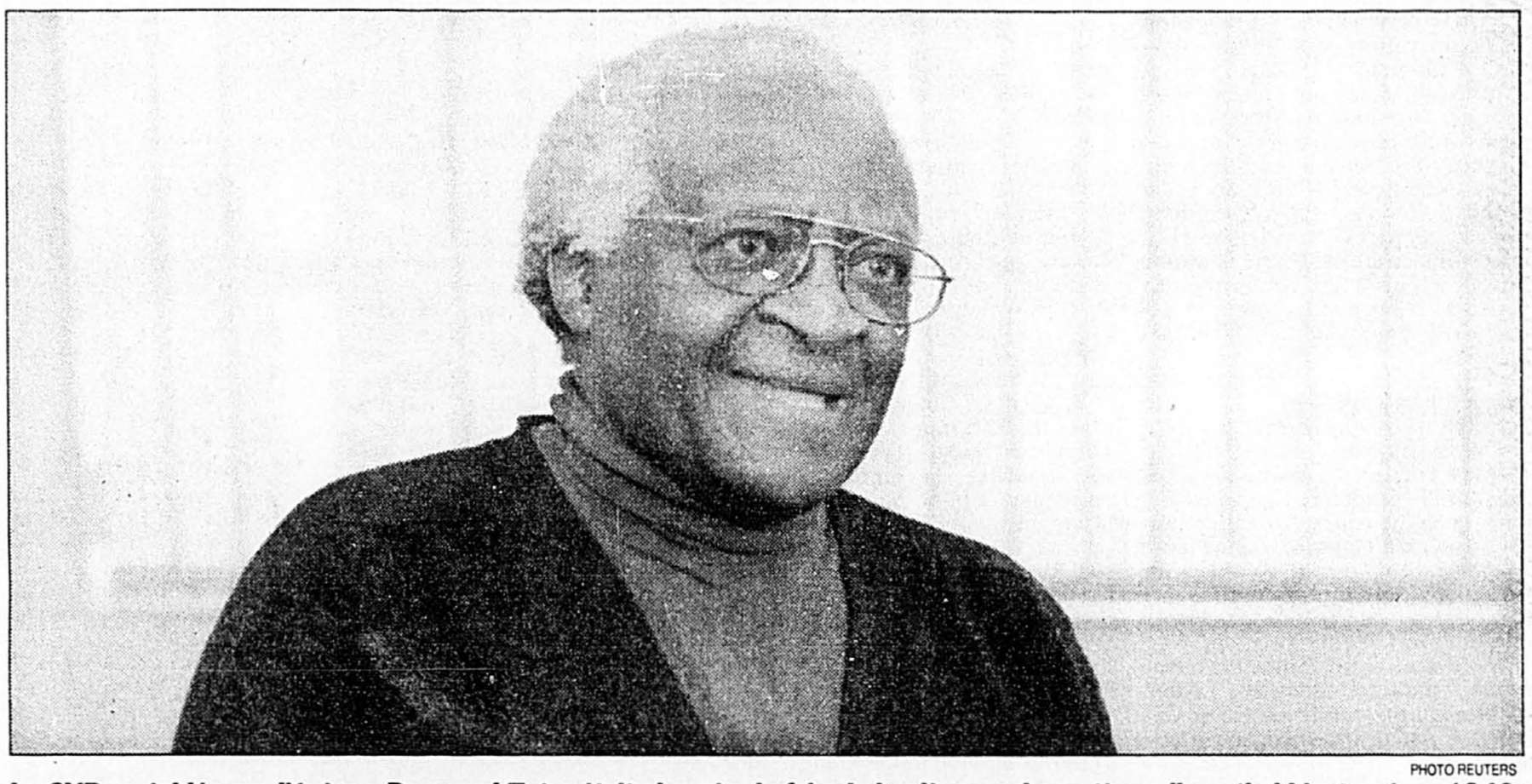


PHOTO REUTERS

La CVR, présidée par l'évêque Desmond Tutu, était chargée de faire la lumière sur le système d'apartheid instauré en 1948 par le Parti national des Afrikaaners.

Le rapport Tutu : un monument au combat des droits de la personne

JOONEED KHAN

« Les faits établis ont peut-être seulement égratigné la surface (de l'apartheid), mais cette surface a été égratignée de manière détaillée et sans précédent », dit le rapport de la commission Vérité et Réconciliation (CVR), rendu public la semaine dernière en Afrique du Sud.

Oeuvre inachevée parce que plusieurs témoins vivants, à l'instar de l'ancien président Pieter Botha, ont refusé de parler, malgré l'offre d'amnistie de la commission. Et aussi parce qu'une énorme quantité de documents incriminants ont été détruits.

Mais les 3500 pages du rapport, réparties en cinq volumes (plus de 10 Mo téléchargeables à l'adresse Web : **www.woza.co.za**), sont un monument de recherche et de réflexion sur l'histoire et la politique, de l'Afrique du Sud certes, mais aussi du reste du monde livré à des dérives apartheidistes post-guerre froide.

« Naviguer à travers ce rapport, c'est comme se bourrer le crâne à la veille d'un examen d'histoire — l'envergure est trop pour un rapide coup d'oeil », écrit Mathabo Le Roux, qui couvrit la CVR pour le quotidien en ligne *Woza*. « Même les pages noircies sur F.W. de Klerk (en procès contre la CVR) en disent long », dit-il.

La CVR, présidée par l'évêque Desmond Tutu, était chargée de faire la lumière sur le système d'apartheid instauré en 1948 par le Parti national des Afrikaaners (les descendants des colons hollandais établis depuis 1652 au Cap).

Pour situer l'apartheid, qu'elle condamne sans appel comme « un crime contre l'humanité », la CVR remonte justement aux débuts de la colonie, et montre que la dépossession et l'oppression de la majorité indigène par l'État aux mains de la minorité de colons se dessine comme la trame centrale de 350 ans d'histoire — en passant par les lois de 1913 limitant la majorité à seulement 13 % du territoire national.

Mais la CVR centre vraiment ses efforts sur les années 1960-90. Le rapport déconstruit l'apartheid dans ses dimensions interne (rôle de l'État, des forces de sécurité, des services de renseignements, des milieux d'affaires, des médias) et externe — réseaux économiques et financiers, collaborations en armements et en renseignements, soutiens politiques dans le cadre de la lutte contre le communisme soviétique et de la guerre froide.

Les commissions Vérité et Réconciliation ont été un modèle promu par les puissances occidentales, vainqueurs de la guerre froide, pour sauver leurs anciens clients et les protéger contre la vindicte des opprimés et d'éventuels règlements de comptes.

Il y a eu ainsi une dizaine de CVR, en Amérique centrale, au Chili, en Haïti notamment. Dans plusieurs cas, les rapports sont restés secrets, quand ils n'ont pas carrément conféré l'impunité aux bourreaux et laissé les victimes sans justice ni réparation.

Le rapport Tutu tranche nettement dans ce paysage. Il représente un effort national unique, qui a mobilisé beaucoup d'énergies à travers tout le pays sur près de trois ans, pour documenter ce qui s'est passé, comment ça s'est passé, qui a ordonné et qui a exécuté quoi, pourquoi et dans l'intérêt de qui.

La préparation d'un cours sur l'histoire de l'apartheid dans les années quatre-vingt à l'UQAM se heurta à un obstacle fondamental : tous les manuels reflétaient une vision eurocentrique, le point de vue majoritaire se limitant aux manifestes et analyses des mouvements de libération, dont l'ANC. Le rapport Tutu comble enfin ce vide.

Le document n'a certes pas satisfait les victimes qui réclament justice. Il a provoqué les critiques de l'ANC et du PAC, montrés du doigt pour leurs propres violations dans la chasse aux espions et la violence contre les civils. Tout comme il a condamné Winnie Madikizela-Mandela, présidente de la Ligue des femmes de l'ANC.

La CVR s'est d'autre part attiré les dénonciations, prévisibles, des partis blancs qui l'ont accusée de « rouvrir les plaies » au lieu de promouvoir la réconciliation.

Mais le rapport Tutu ne renvoie pas dos à dos l'État apartheid et les mouvements de libération qui l'ont combattu — contrairement à l'impression créée par les dépêches d'agences, qui en ont aussi désamorcé l'impact en livrant par fragments ses révélations les plus spectaculaires.

Outre le fait que l'apartheid fut « un crime contre l'humanité », le grand constat de la CVR est que ce crime fut d'abord et avant tout l'affaire de l'État et de ses institutions, soutenus par les milieux d'affaires, et tolérés par les grands médias.

Elle documente dans le menu détail les enlèvements, les tortures, les assassinats extrajudiciaires, les violences dites « noir sur noir » perpétrées avec l'aide du parti zoulou Inkatha, les actions meurtrières menées contre des opposants en exil, les opérations militaires effectuées contre les pays africains voisins.

La longévité de l'apartheid fut en partie due à l'invocation de l'État de droit, formel et superficiel, par le pouvoir, dit le rapport. Qui l'impute aussi au soutien du big business mondial, tout comme il affirme que les recherches sur les armes chimiques auraient été impossibles sans la collaboration de puissances comme les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne.

Quand à la réconciliation, le rapport Tutu affirme qu'elle n'est possible que si l'écart entre riches et pauvres est réduit. Pour y arriver, il propose carrément un impôt sur la richesse, une taxe ponctuelle sur les revenus des compagnies, un don de 1 % de la valeur boursière de chaque compagnie, une surtaxe rétroactive sur les profits des compagnies, tout cela pour alimenter un fonds spécial « de réparation, de reconstruction et de développement ».

Est-ce fortuit qu'alors que le président Nelson Mandela allait recevoir le rapport Tutu, le géant Anglo-American annonçait son déménagement de Johannesburg à Londres, suivi d'autres firmes, au milieu de sombres prévisions de faillites massives ?

La colère de l'ANC provient du fait que, parti au pouvoir, il se doit de défendre ses militants ; la condamnation du parti Inkatha le gène aussi dans ses tentatives de se rapprocher de Buthelezi.

Ni les uns ni les autres n'ont impressionné Mgr Tutu. Anglican peu perméable à la théologie de libération, il a expliqué sa démarche anti-apartheid par son « refus d'une tyrannie » et sa mise en garde à l'ANC par son « refus d'une tyrannie de rechange ».

Dévastation en Amérique centrale

Premiers cas de choléra signalés au Guatemala

NIKO PRICE
de l'Associated Press, TEGUCIGALPA

Les appels à l'aide pour l'Amérique centrale ravagée par le cyclone *Mitch* ont été entendus, mais cette aide ne parvient pas encore aux centaines de milliers de personnes qui ont perdu leurs maisons et leurs récoltes et peuvent craindre maintenant les épidémies, dont les premières victimes seront les enfants.

Le choléra a fait son apparition au Guatemala, où 25 cas ont déjà été signalés. Le gouvernement a décidé d'intensifier ses efforts pour rendre l'eau potable, afin d'empêcher la propagation de la maladie.

Mitch a fait plus de 11 500 morts dans toute l'Amérique centrale, alors que plus de 6500 personnes sont toujours portées disparues une semaine après le passage du cyclone.

L'ancien président américain Jimmy Carter, qui a survolé vendredi la zone dévastée par l'ouragan, estime que le Nicaragua et le Honduras pourraient mettre 15 ans à se relever de cette catastrophe. Jugeant que « le pire est encore à venir » avec le choléra et la fièvre dengue, il a appelé la Banque mondiale et le Fonds monétaire international à annuler une dette extérieure qui se monte à 4,2 milliards de dollars US pour le Honduras et à 6 milliards de dollars pour le Nicaragua.

Le coordinateur des opérations de secours des Nations unies, Sergio Vieira de Mello, se rendra en Amérique centrale à partir de demain pour évaluer les besoins.

De nombreux pays ont commencé à envoyer de l'aide ou en ont promis sans que soit résolu pour l'instant le problème principal : l'acheminer en province alors que routes et ponts sont coupés, que les hélicoptères sont rares et que le carburant manque.

Samedi, la Croix-Rouge espagnole a expédié 55 tonnes de fournitures dans un Boeing 747. Quant à la France, qui a déjà expédié 90 tonnes de matériel au Nicaragua, elle envoie 30 hommes supplémentaires aujourd'hui dans ce pays. Deux navires français, le porte-hélicoptères *Jeanne d'Arc* et le *François Garnier* acheminent des hommes du génie, des bulldozers, des camions et 200 tonnes de matériel dont du matériel d'adduction d'eau.

De son côté le président américain Bill Clinton a annoncé le déblocage d'une enveloppe de 70 millions de dollars alors que les dons privés se déversent sur des organisations humanitaires qui s'en félicitent mais qui n'ont pas encore pu concrétiser cette aide auprès de ceux qui en ont un besoin urgent, manquant souvent de tout et coupés du monde. Selon les estimations de l'ONU, *Mitch* a affecté quelque 2,5 millions de personnes.

La difficulté et la lenteur des secours suscitent déjà des récriminations qui prennent vite une tournure politique dans un pays comme le Nicaragua qui n'a pas encore totalement pansé les plaies de la guerre civile. Certains accusent le président Arnoldo Aleman de ne pas remuer ciel et terre car les régions touchées seraient majoritairement habitées par des électeurs pro-sandinistes, le parti d'opposition marxiste qui a gouverné le pays dans les années 80 après avoir renversé le dictateur Anastasio Somoza.

PHOTO REUTER

Jose Luis Mendoza, soldat guatémaltèque, travaille sans relâche depuis des jours pour venir en aide à ses concitoyens un peu partout au pays, mais il n'a pas encore pu se rendre dans son village, à Iztapa, où ses parents ont perdu leur demeure. Ici, il transporte un bébé dans le village de Gariton.

Tipitapa, la ville flottante

La rivière passait à 1,5 km ; elle est devenue rue principale

BRIGITTE MORISSETTE
collaboration spéciale, TIPITAPA

La route panaméricaine constituait jusqu'à la semaine dernière l'épine dorsale de l'Amérique centrale. Mais à 25 km de Managua, capitale du Nicaragua, une file de camions s'étire interminablement, stoppée par une mare d'eau. Les lacs Managua et Nicaragua ont fait alliance sous le déluge ! La petite ville de Tipitapa, avec ses maisons basses, pratiquement des cases, ses toits de tôle jaunis par la rouille, ses rues en terre, flotte dans un paysage surréaliste, avec des allures de bout du monde. Le paysan qui passe dans sa charrette tirée par deux boeufs, le père et son fils avançant sur des chevaux qui n'ont plus que la peau et les os suscitent pourtant des regards d'envie ! Rien ne laisse deviner à quelle heure les poids lourds pourront traverser cette mare d'au moins 1 mètre et demi de profondeur. Tipitapa était à un 1 km et demi de la rivière. Ce gros bourg agricole a maintenant les pieds dans l'eau.

Cent vingt-quatre familles — plus de 500 personnes — se sont réfugiées dans l'école maternelle. « Prenez bien soin de vos livres d'école », prévient une gentille affiche collée au tableau noir. C'était avant le déluge. Personne n'a réussi à sauver ses livres. La plupart des femmes et des enfants n'ont aux pieds que des sandales en plastique : et pourtant, ces misérables chaussures prennent une valeur inattendue. Les enfants dorment sur le ciment des huit classes, à même le sol, seulement protégés par des sacs en plastique, les mêmes qui ont servi à transporter quelques kilos de haricots rouges et de riz pour nourrir cette population désorientée. L'école elle-même ressemble à une courtepointe, construire ici de ciment, là de planches, avec en guise de persiennes des sacs-poubelles !

J'accompagne le Dr Ramon, une infirmière et une psychologue. Derrière l'école, une inquiétante mare d'eau attire les moustiques. Hier pourtant on avait réussi à assécher le terrain. Un cochon pas très rose broute quelques herbes folles. Son maître a réussi l'exploit de le conduire jusqu'ici.

Le Dr Ramon fronce les sourcils : voilà des conditions idéales pour provoquer une éruption de malaria ou de dengue — deux maladies que le Nicaragua n'a pas encore réussi à maîtriser. Lorena, une femme du coin, suit l'équipe pour comptabiliser dans son grand livre les besoins de cette nouvelle communauté. Dehors, deux casseroles en fonte cuisent sur un poêle improvisé : un peu de petit bois brûlant entre deux roches posées sur une feuille de tôle pour faire cuire le riz et les haricots rouges. C'est l'ordinaire de ces familles menacées par la famine, comme des centaines de milliers de Nicaraguayens. Un robinet fournit un mince filet d'eau potable pour toute la communauté. Les femmes sont aux commandes.

Les besoins ? Nourriture en conserve, médicaments contre les maladies intestinales et la grippe. Des brosses à dents et du dentifrice, soufflent deux jeunes filles plutôt jolies. Et des draps, me glissent une vieille dame à l'oreille, comme s'il s'agissait là d'un souhait vraiment déplacé. C'est simple : tout manque ! L'eau a monté si vite sous les pluies diluviennes de la semaine dernière que ces nouveaux réfugiés n'ont eu le temps de rien emporter. Le malheur n'empêche pas les scènes cocasses comme ce boeuf qui essaie de se frayer un chemin sur la route devenue rio entre les camions, comme s'il cherchait désespérément son maître.

L'équipe du Dr Ramon travaille pour une ONG nicaraguayenne, Pro Familia. Il s'occupe généralement de gynécologie, de contraception. Mais cette fois, c'est de survie qu'il s'agit ! Et dire qu'à l'entrée de cet enfer trop vert, semé de beaux arbres géants, un immense panneau-réclame proclame : Tipitapa, ville touristique ! On voulait en faire une station balnéaire. Mais les eaux croupissantes laissées par *Mitch* n'ont rien des eaux minérales d'une nouvelle Vichy !

Ceux qui veulent aider

■ **Développement et Paix :** 1-888-234-8533 ou faire parvenir les dons au 5633, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec) H1N 1A3. Les dons doivent être faits à l'ordre de Développement et Paix-ouragan Mitch.

■ **Le Cardinal Léger et ses oeuvres :** 1-87 PAUVRETÉ (1-877-288-7383) ou 514-495-2409 pour les gens de la région de Montréal. On peut aussi faire parvenir des dons en argent et des bottes et des couvertures seulement au 130, avenue de L'Épée, Outremont (Québec) H2V 3T2. Le presbytère Sacré-Coeur accepte aussi les dons de même nature : 2000 B, Alexandre de Sève, Montréal. Bureaux ouverts de 9 h à 21 h.

■ **La Croix-Rouge canadienne :** s'adresser à une section locale, ou composer le numéro sans frais 1-800-418-1111.

OXFAM-Québec : 1-888-693-2697 (Montréal 937-1614), ou par la poste au 2330, rue Notre-Dame Ouest, bureau 200, Montréal (Québec) H3J 2Y2.

■ **SUCO — Urgence Amérique centrale,** 3680 de la rue Jeanne-Mance, bureau 410, Montréal, Qc, H2K 2K5. Dons en espèces.

■ **Ambassade du Guatémala :** 1-613-233-7237 ou faire parvenir les dons par la poste au 130, rue Albert, suite 1010, Ottawa (Ontario) K1P 5G4. Les dons peuvent aussi être faits à la Banque de Montréal : « Guatemala Relief Fund », compte No 0056-001-1127-458.

■ **Consulat du Honduras :** 1-514-937-1138, ou faire parvenir les dons à la Banque Royale, succursale 2157, Rue Guy, Montréal (Québec) H3L 2L9, à l'ordre du *Fondo de Emergiencia Mitch para la Republica de Honduras,* compte No 100-109-9. Le consulat du Honduras organise aussi des collectes d'aliments non périssables, de médicaments et de couvertures à Montréal. Renseignements : 271-3533 (Constantin) 748-0796 (Yolanda Mariadiga) et 937-4841 (Mercedes Zuniga).

■ **La Ville de Montréal** acceptera les denrées non périssables et autres dons à partir de demain, 9 heures, au Marché Bonsecours, 1250 rue Sanguinet, au sud de Sainte-Catherine.

■ **Le CECI-Amérique Centrale** projette la construction de 3000 maisons et la reconstruction d'infrastructures. Dons acceptés au 180 Sainte-Catherine Est, Montréal. H2X 1K9.

■ **Médecins sans frontières** collecte les dons en argent pour ses missions d'urgence. Numéro sans frais : 1-800-982-7903. Pour plus d'informations, on peut visiter le site Web : **www.msf.ca**

■ **L'Armée du salut,** direction de développement et des relations publiques, 2050 rue Stanley, bureau 400, Montréal, Qc, H3A 3G3. Dons en argent.

Des gens mangent des animaux qui se sont nourris de cadavres

Des sinistrés refusent l'évacuation

Agence France-Presse
POSOLTEGA, Nicaragua

Des survivants du glissement de terrain du volcan Casitas, à 140 km au nord-ouest de Managua, mangent des animaux qui se sont nourris de cadavres humains, a affirmé hier le médecin Juan Guadamuz, de la Défense civile, dans la ville proche de Posoltega.

« Dans le village de La Flor — sur les flancs du volcan — il y a au moins 30 personnes qui refusent d'être évacuées et qui sont en train de manger des animaux qui ont mangé des cadavres », a précisé le médecin dans des déclarations à la presse.

Il s'agit de cochons et de poules « qui ont dévoré des cadavres à demi enterrés » sur le volcan, dont l'effondrement partiel avait tué 2159 personnes le 30 octobre dernier, à la suite des pluies provoquées par le cyclone *Mitch,* a précisé le médecin.

« Les survivants sont déshydratés, faméliques, vêtus de guenilles et blessés. Ils ne veulent pas abandonner ce qui reste de leurs modestes maisons bien qu'ils n'ont pas de nourriture et qu'ils ont dû manger des animaux contaminés et boire de l'eau des flaques », a confirmé le pompier Ronald Palma qui participe aux opérations de secours.

PHOTO REUTER

L'heure de la lessive dans les eaux troubles d'une banlieue de Tegucigalpa, capitale du Honduras.

Des cas semblables se sont produits dans les communautés proches de Narciza, San José y la Providencia.

Les médecins et les pompiers continuent à chercher des cadavres pour les incinérer. Vendredi 130 nouveaux corps ont été trouvés mais les habitants affirment que plusieurs centaines sont encore ensevelis sous la boue.

Dans les refuges de Posoltega quelque 2000 sinistrés sont entassés et dorment sur des matelas sales, avec seulement deux toilettes et très peu d'eau potable.

Le manque d'aliments et de médicaments est critique et l'apparition de maladies n'est qu'une question de temps, a averti le Dr Guadamuz.

Selon l'Institut nicaraguayen d'études territoriales (INETER) des grondements continuent de se faire entendre sur les flancs sud-est et sud-ouest du Casitas et des glissements de terre se sont produits, quoique peu importants.

La personnalité de la semaine

La Presse

Il n'est pas de succès qui se mérite s'il n'est construit sur l'excellence

André Desmarais
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Roger D. Landry
PRÉSIDENT ET ÉDITEUR

Claude Masson
ÉDITEUR ADJOINT

Marcel Desjardins
DIRECTEUR DE L'INFORMATION

Alain Dubuc
ÉDITORIALISTE EN CHEF

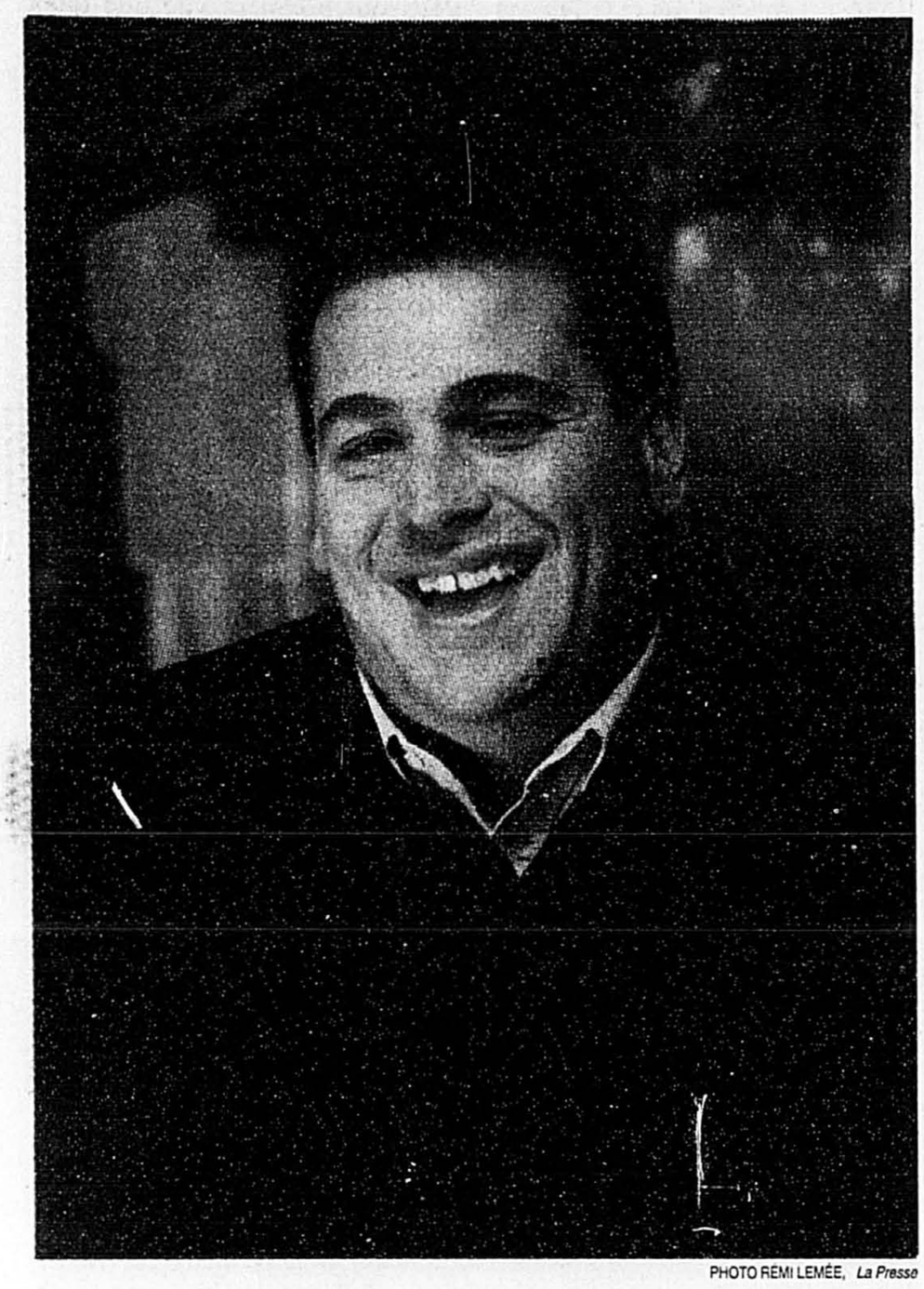


PHOTO RÉMI LEMÉE, *La Presse*

« Je ne sais pas où est le do sur un piano, je n'ai pas de voix, mais je sais quoi faire avec ceux qui savent. »

SUR LA SCÈNE DE L'ACTUALITÉ / SEMAINE DU 8 novembre 1998

Pierre Rodrigue

JEAN-PAUL SOULIÉ

Il a 38 ans, mais Pierre Rodrigue ne se considère pas comme un ancien ; sa carrière dans le monde du show-business québécois fait de lui ce qu'il appelle en riant « le plus jeune des vieux et le plus vieux des jeunes ». Il est depuis mai 1997 le président de l'Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo (ADISQ), un organisme de défense des droits des artistes et artisans du spectacle, producteurs, chanteurs, auteurs, compositeurs, qui fêtait dimanche dernier, avec son gala annuel, ses 20 ans de débats souvent houleux sur la place publique, de batailles continuelles pour la défense de ses membres.

La Presse rend hommage à l'ADISQ, au rôle primordial qu'elle a joué depuis 20 ans pour faire reconnaître les droits des artistes et des producteurs, et nomme son très représentatif et actif président Pierre Rodrigue **Personnalité de la semaine.**

Né à Rosemont en 1960, dans une famille de notaires et d'avocats, Pierre Rodrigue se souvient d'avoir gagné ses premiers salaires comme camelot, distribuant *La Presse*, la Patrie, le Petit Journal... jusqu'en deuxième année de droit, à l'Université de Montréal. Il étudie le droit et devient avocat, mais par atavisme. À 17 ans, il a son premier travail dans le show-bizz, chauffeur de son prof au cégep Maisonneuve, le chanteur Sylvain Lelièvre, en tournée. Devenu avocat, il sera plus tard directeur d'un journal de vedettes pendant trois belles années.

Passionné par les artistes, Pierre Rodrigue n'a jamais été tenté par la pratique des arts. « Je ne sais pas où est le do sur un piano, je n'ai pas de voix, mais je sais quoi faire avec ceux qui savent », dit-il. De 1982 à 1986, il pratique le droit, se spécialise dans les droits d'auteur, et se lance dans la gérance de carrières artistiques. Il crée sa propre agence, et décide, il y a deux ans, d'abandonner la pratique du droit. « J'ai défroqué ! Je ne suis plus avocat, mais gérant d'artistes. J'ai décidé qu'il n'y avait plus de ' si ça ne marche pas... ' et j'ai fait le saut. ».

Sur son métier d'imprésario, Pierre Rodrigue a beaucoup à dire. « Un gérant accompagne les artistes dans l'aspect le plus commercial de leur carrière. Je ne discute pas du « message artistique », je m'occupe des relations avec les producteurs ». Mais son rôle va plus loin. « Un gérant ne peut pas donner à un artiste ce qu'il n'est pas. Je suis celui qui identifie ce qu'est l'artiste. L'idée, c'est de le projeter, de savoir ce qu'il veut être dans un an, deux ans, trois ans. » La seule condition qu'il veut voir respecter par ses poulains, c'est de rester dans le même contexte. Lui veut se souvenir continuellement qu'il est à leur service, qu'il doit planifier, sans se cantonner dans le rôle de négociateur de contrats. « Je veux savoir exactement ce que les artistes veulent comme avenir. Ça, c'est mon métier ! »

Associé avec sa soeur, elle aussi « défroquée » du droit, dans son agence, Pierre Rodrigue s'occupe d'une impressionnante brochette de vedettes, comme Daniel Bélanger, Laurence Jalbert, Lhasa de Sela ... mais aussi d'animateurs de radio-télévision, Christian Tétreault, Guy Mongrain, des plus jeunes aussi, comme Patrick Masbourian, Bruno Blanchet, et encore Pierre Verville, Pierre Houde, le sportif Michel Bergeron, et des athlètes comme Sébastien Lareau et Nicolas Gill.

« Le dernier gala de l'ADISQ a été la célébration très réussie de la vision de sept ou huit gérants d'artistes, dont l'oeuvre dure depuis maintenant 20 ans, dit Pierre Rodrigue. Il faut leur rendre hommage, ce sont eux qui ont créé cette puissante organisation, les Guy Latraverse, Gilles Talbot, Yvan Dufresne, Claude Ranalo, Frank Furtado et quelques autres... »

Pierre Rodrigue a à la fois le recul de l'expérience et tous les rêves des jeunes loups.

Compagnon d'armes de ces pionniers, le jeune président de l'ADISQ est bien conscient d'être le plus vieux des nouveaux arrivés dans le monde du show-business. Il a à la fois le recul de l'expérience et tous les rêves des jeunes loups. Passionné de musique, de golf, il est férocement « montréaliste ». « Pas seulement montréalais ! Quand je vois l'absence de leadership, de planification dont souffre ma ville, j'en pleure ! Je voyage beaucoup, je vois ce qui se passe ailleurs. Nous avons ici 60 jours dans l'été où Montréal est la ville la plus agréable du monde. Pourquoi personne, dans l'administration municipale, ne pense à allonger cette saison merveilleuse de 10 jours ? »

Né à Rosemont, il a vécu longtemps à Anjou, et réside maintenant à Côte-des-Neiges. « À Montréal, la violence est pratiquement absente. Les rues sont sûres, les visiteurs se sentent en sécurité. Je suis bien trop jeune pour être candidat à la mairie, mais nous venons de vivre une campagne électorale municipale sans qu'aucune idée ait été avancée, aucun plan majeur ! Prenez l'exemple des parcomètres. À Paris, aux heures où les commerces sont ouverts, il n'y en a pas. Ici, qui a des projets ? Personne ! » Marié à une avocate, plein de rêves pour sa ville, Pierre Rodrigue a encore beaucoup, beaucoup de choses à réaliser.

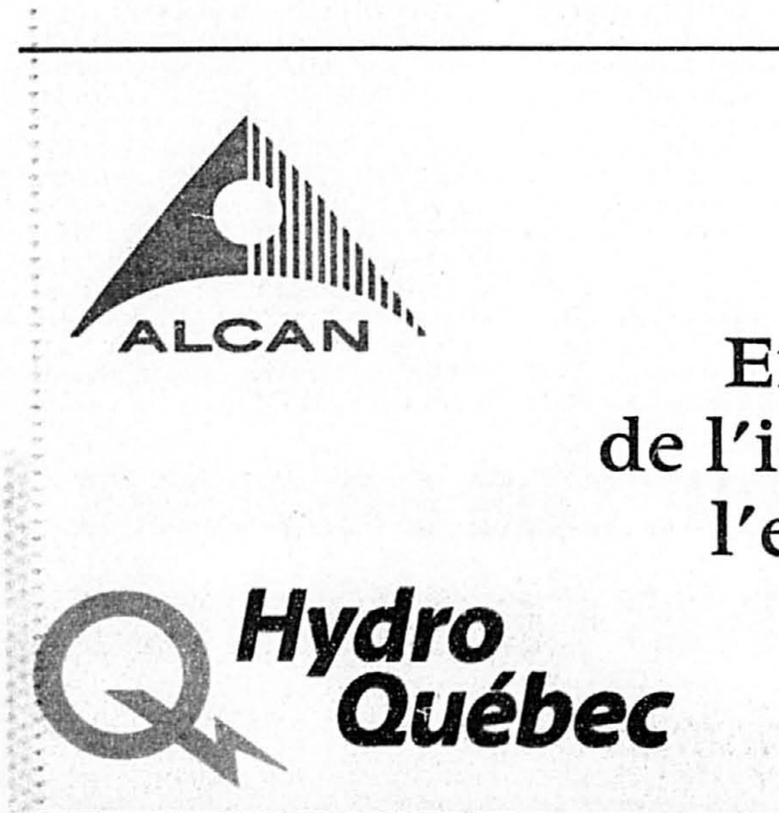
ALCAN

BANQUE NATIONALE
il faut penser autrement

Encore plus que du talent,
de l'intelligence, même du génie,
l'excellence naît de l'effort.

Hydro Québec

loto-québec



Salut Bonjour

du lundi au vendredi de 6 h à 9 h

Chaque lundi à 8 h 35, Guy Mongrain s'entretient avec la personnalité La Presse de la semaine

TVA